



**Maison de l'Emploi
et de la Formation**
du Pays de la Région Mulhousienne

Décembre 2012



LOCALISATION DES ACTIVITES ET SPECIALISATION DES TERRITOIRES

RÉDUIRE
les frictions salariales et sociales
à l'accès à l'emploi

ACCUEILLIR
et accompagner des personnes
à la recherche d'un emploi

DÉVELOPPER
une stratégie partagée

ANIMER
la gestion territoriale des emplois
et des compétences

CONTRIBUER
au développement local





SOMMAIRE

INTRODUCTION	Page 4
PREMIERE PARTIE : LES SPECIALISATIONS COMMUNALES DE 2004 A 2011	Pages 5 à 24
Les activités agricoles	
La construction	
Les industries de biens d'équipement	
Les autres industries	
Le commerce	
Les services aux entreprises	
Les activités administratives et d'enseignement	
Les activités liées à la santé et à l'action sociale	
Les services aux particuliers	
SECONDE PARTIE : POUR UNE TYPOLOGIE DES TERRITOIRES	Pages 25 à 29
Le système des activités en 2004	
Le système des activités en 2011	
Typologie des territoires en 2004	
Typologie des territoires en 2011	
CONCLUSION	Page 30
ANNEXES	Pages 31 à 37
Précisions méthodologiques	
Nomenclatures et regroupements d'activités	
Matrice de concomitance des activités en 2004 et 2011	
Contenu de chaque type de territoire en 2004 et 2011	
Spécialisation des communes de la région mulhousienne	

INTRODUCTION

Les dynamiques internes au Pays de la région mulhousienne sont aujourd'hui bien connues. Plusieurs études sur les manifestations de la désindustrialisation ou sur les effets de la crise permettent de resituer les évolutions économiques depuis 10 ans sur le territoire. De plus, un diagnostic socio-économique d'ensemble a été réalisé et diffusé en juin 2012 et en donne une vision très synthétique.

Par contre, la façon dont la région mulhousienne s'inscrit dans un ensemble plus large a fait l'objet de trop rares investigations. Or, les cartes sont en train d'être rebattues. L'INSEE a ainsi redécoupé la carte des zones d'emploi. La zone d'emploi de Thann/Cernay a disparu, englobée par celle de Mulhouse. Cela traduit le fait que les échanges entre ces territoires proches se sont intensifiés. De la même manière, la carte des aires urbaines a été revue. L'aire urbaine de Mulhouse compte aujourd'hui 65 communes, qui dessinent un bassin de vie très large. De ce fait, en rester aux frontières de l'agglomération politique -les 32 communes composant la communauté d'agglomération de Mulhouse- voir à l'échelle du Pays (38 communes) n'est plus totalement pertinent. D'autant que le pôle métropolitain se constitue et invite à repenser les coopérations territoriales.

Connaître la manière dont le Sud Alsace est économiquement structuré permet un premier repérage des spécificités locales mais surtout des complémentarités qui peuvent exister entre territoires et qui appellent peut-être de nouvelles collaborations entre eux.

Les objectifs de l'étude

Il s'agit, d'une part, de connaître les spécialisations économiques territoriales et d'analyser la manière dont elles ont évolué de 2004 à 2011. La crise de 2008 ayant joué un rôle d'accélérateur des mutations économiques en Sud Alsace, il importe de connaître la façon dont les territoires se sont recomposés.

D'autre part, l'objectif est de parvenir à une typologie des territoires économiques. L'hypothèse étant que certaines activités tendent à se regrouper sur certains territoires. Au-delà de la taille des communes, qui est corrélée avec la taille des entreprises et avec la nature des activités accueillies, il est probable que certaines activités présentent des affinités qu'il est important de repérer, ne serait-ce que dans une logique de prospection de nouvelles entreprises et d'amélioration de la politique d'accueil.

Méthodologie

La méthodologie est originale puisqu'elle s'appuie sur l'évolution des établissements, regroupés en grands secteurs, dans chacune des 283 communes du Sud Alsace.

Deux cartes, correspondant aux années 2004 et 2011, sont présentées pour chaque groupe d'activités pour illustrer la façon dont les spécialités territoriales ont évolué sur la période. Cette évolution est également traduite par une carte d'évolution.

Ces cartes font apparaître, en l'espace de quelques années, de fortes évolutions dans la composition du tissu économique du Sud Alsace. Elles dessinent également des territoires fortement différenciés.

Schématiquement, plusieurs types d'espaces peuvent être distingués.

L'extrémité sud de l'Alsace se caractérise par une très forte part d'activités agricoles. Le Sundgau constitue en quelque sorte le «poumon vert» du territoire. Corrélativement, on y trouve moins d'industries et de services aux entreprises.

Les communes de la façade rhénane ont vu leur tissu d'industries «légères» se renforcer. C'est le signe, pour la Communauté de Communes Porte de France Rhin Sud par exemple, d'une diversification de leurs activités.

Les communes des vallées vosgiennes ont au contraire vu fondre leur spécialité industrielle. Ces industries et notamment les industries de biens d'équipement, se concentrent maintenant dans le piémont des vallées de la Thur et de la Doller.

L'agglomération de Mulhouse enfin forme une entité à part. Les communes y ont un caractère industriel de moins en moins marqué. Par contre, les activités de commerce, de services aux entreprises et les activités sociales et de santé y sont fortement représentées. Mais, dans ces domaines, se forme un halo constitué de petites villes proches telles que Guebwiller, Cernay, Soultz, Ensisheim... Il témoigne d'un processus en cours de métropolisation et de la constitution d'un territoire multipolaire.

Les Chiffres-clés

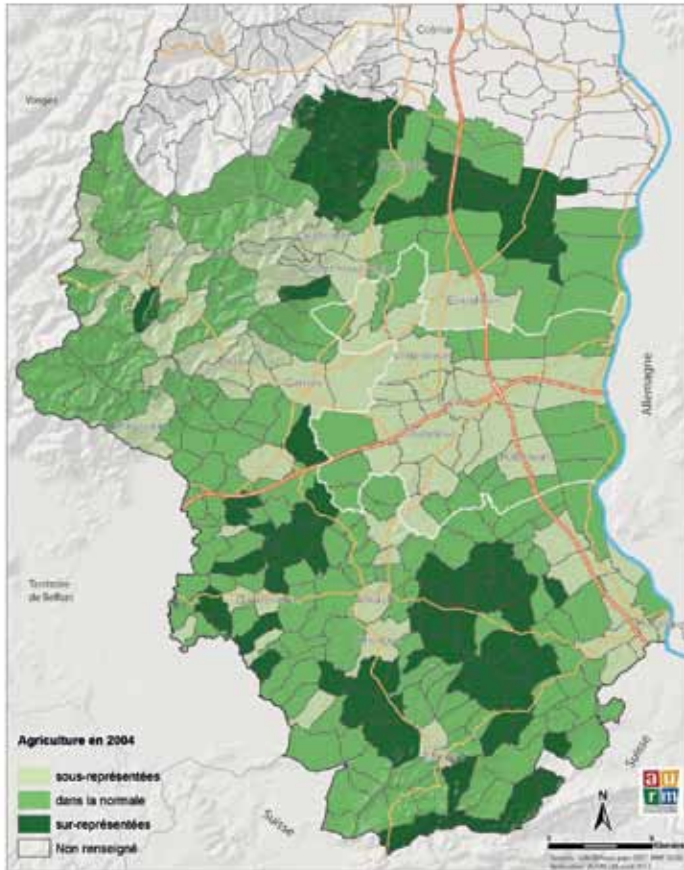
Le Sud Alsace est composé des quatre arrondissements de Altkirch, Guebwiller, Mulhouse et Thann qui regroupent 283 communes.

La population totale s'élève à 549 699 habitants, soit 73% de la population départementale (INSEE, RP 2009). Le fichier SIRENE de l'INSEE indique un total de 28 936 établissements à la fin de l'année 2004 et de 38 543 en fin 2011.

PREMIERE PARTIE

LES SPECIALISATIONS COMMUNALES DE 2004 A 2011

L'AGRICULTURE EN 2004

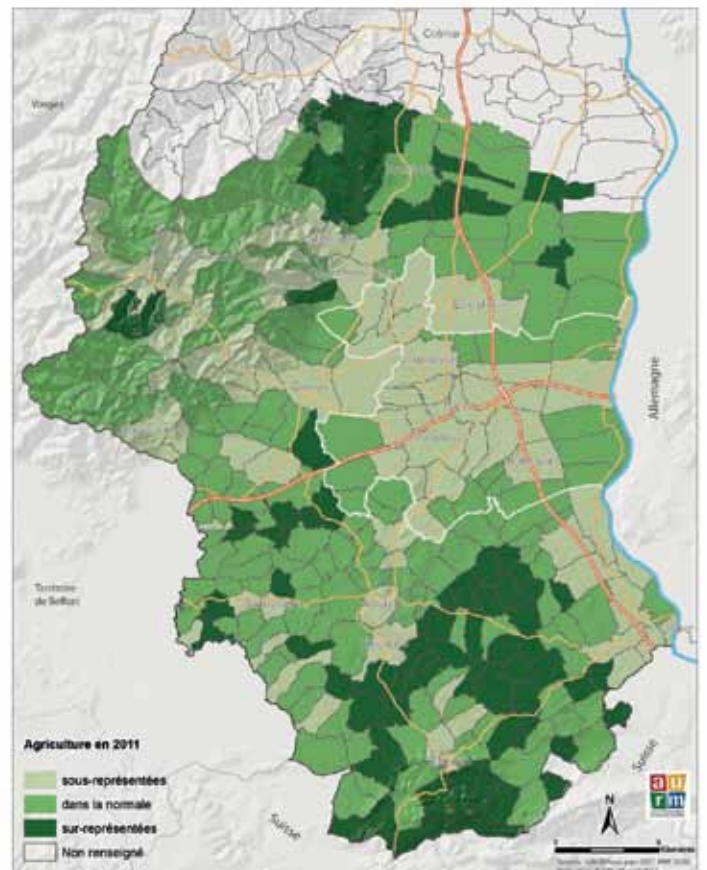


Note de lecture

Par convention, il est question d'activités sur-représentées ou encore de communes spécialisées dans une activité dès lors que, dans cette commune, la part de cette activité dans le total des établissements est significatif.

Une commune est dite sous-spécialisée ou une activité est dite sous-représentée dans une commune dès lors que son poids dans le total est significativement faible. La méthodologie est présentée en détail en annexes.

L'AGRICULTURE EN 2011



L'agriculture regroupe les activités agricoles, la sylviculture et la pêche.

Lecture des cartes d'évolution

Il est question d'évolution négative ou positive quand une commune a changé de catégorie entre 2004 et 2011. Par exemple, si une commune avait des activités agricoles sur-représentées en 2004 et que ces mêmes activités agricoles sont «dans la normale» en 2011, on parle d'évolution négative. Au contraire, si une activité qui était «dans la normale» en 2004 devient sur-représentée en 2011, il est alors question d'évolution positive. Les termes de positif et négatif ne renvoient qu'à la croissance ou la décroissance du poids d'une activité dans le tissu économique communal.

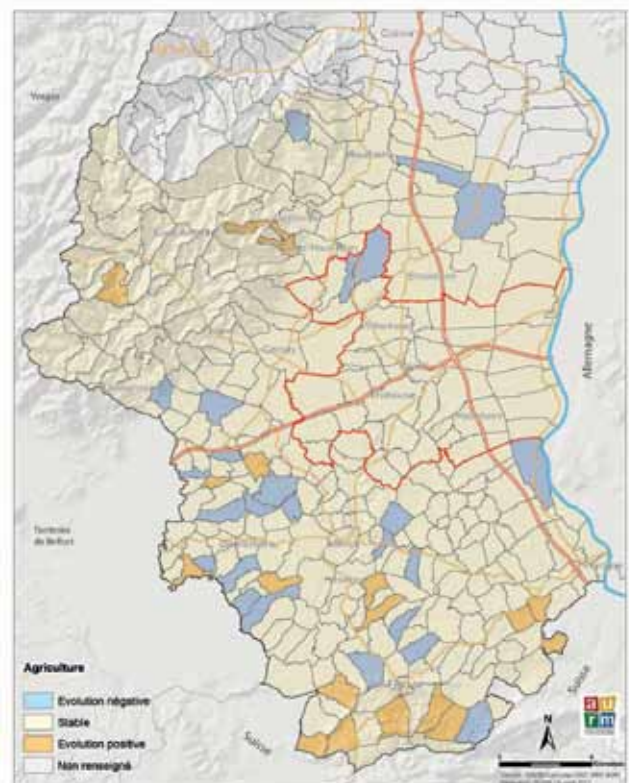
Les communes autour de Mulhouse se distinguent nettement, en 2004 comme en 2011, par la sous-représentation des activités agricoles. Elles sont rejointes par les communes (historiquement industrielles) de la Vallée de la Thur et de la vallée de Guebwiller et par les communes qui sont les plus proches de la frontière suisse.

Les activités agricoles apparaissent au contraire comme sur-représentées dans l'extrémité sud de l'Alsace et cette spécialisation tend à se renforcer entre 2004 et 2011.

Au nord de la zone d'étude, quelques communes sont également spécialisées dans les activités agricoles ; leur nombre tend à décroître entre 2004 et 2011.

Nombre de communes où l'agriculture est				
	sous représentée	sur-représentée	Nb d'Ets agricole	en % du total des Ets
2004	64	73	3326	11,5
2011	70	73	3597	9,3

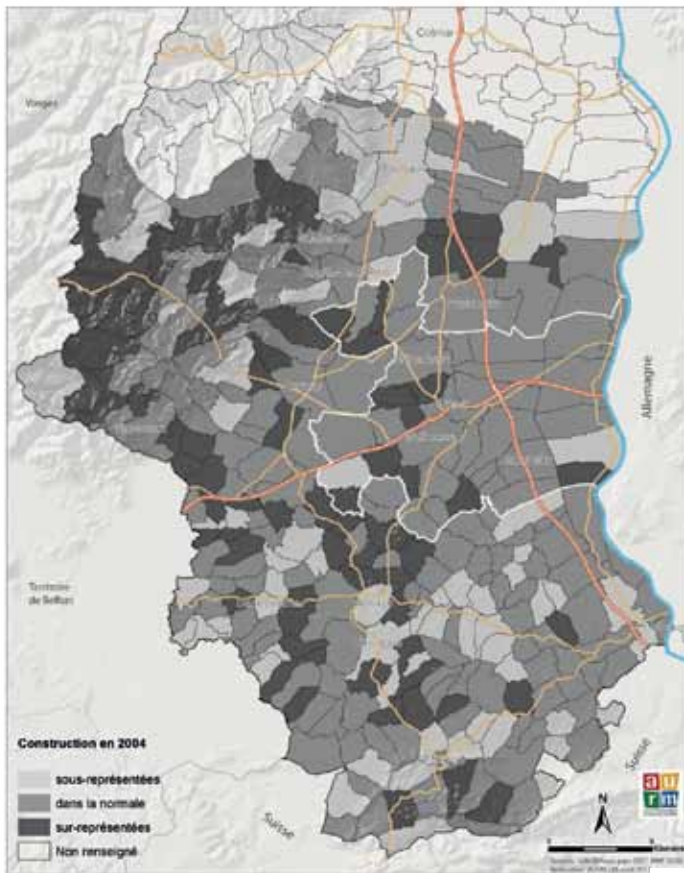
Le nombre d'établissements agricoles a crû de 8% quand l'ensemble des établissements a augmenté de 33%. Il existe donc une sorte de dilution de l'agriculture qui fait que le nombre de communes où l'agriculture est sous-représentée a augmenté.



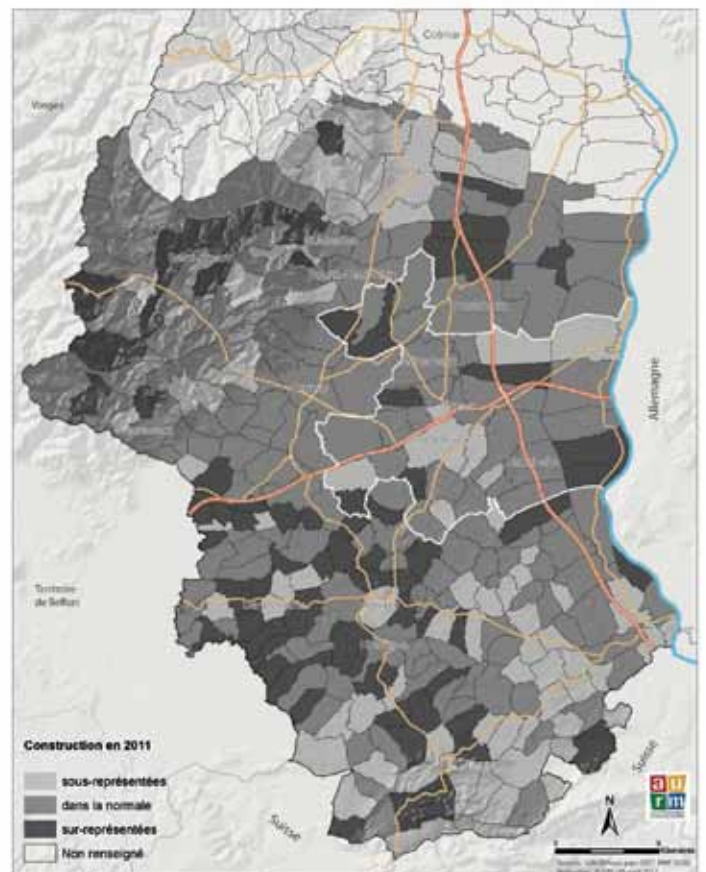
Cette carte illustre le fait que quelques communes au nord de la zone d'étude ont évolué vers une moindre spécialisation agricole. Elles sont rejointes en cela par des communes du sud ouest.

Au sud, au contraire, quelques communes ont vu le poids de l'agriculture se renforcer. Dans l'ensemble il y a plus de communes où le poids de l'agriculture baisse que de communes où il se renforce et les évolutions, positives comme négatives, concernent avant tout les communes situées au sud ouest du territoire. Ailleurs, la stabilité prévaut.

LA CONSTRUCTION EN 2004



LA CONSTRUCTION EN 2011



Ensemble des activités liées au bâtiment et aux travaux publics

Carte d'évolution 2004/2011

Les activités liées à la construction ne forment pas de vastes ensembles relativement homogènes.

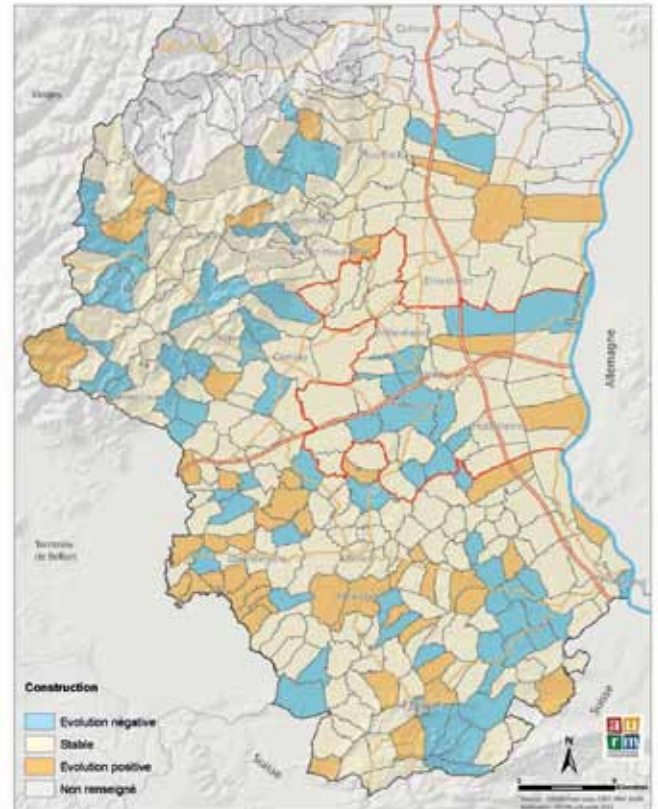
En 2004, on trouve ces communes plutôt sur la partie ouest du Sud Alsace (notamment de nombreuses communes de haute vallée).

En 2011, nettement moins de communes du nord et nord ouest du territoire sont spécialisées dans la construction.

Deux ensembles par contre se dessinent, au sud du territoire.

Il s'agit, d'une part, des communes situées au sud ouest, qui sont plus nombreuses à être spécialisées dans ces activités. Par contre, au sud est, de plus en plus de communes connaissent une sous-représentation des activités liées à la construction.

Nombre de communes où la construction est				
	sous représentée	sur-représentée	Nb d'Ets	en % du total des Ets
2004	65	71	2105	7,3
2011	75	68	3690	9,6

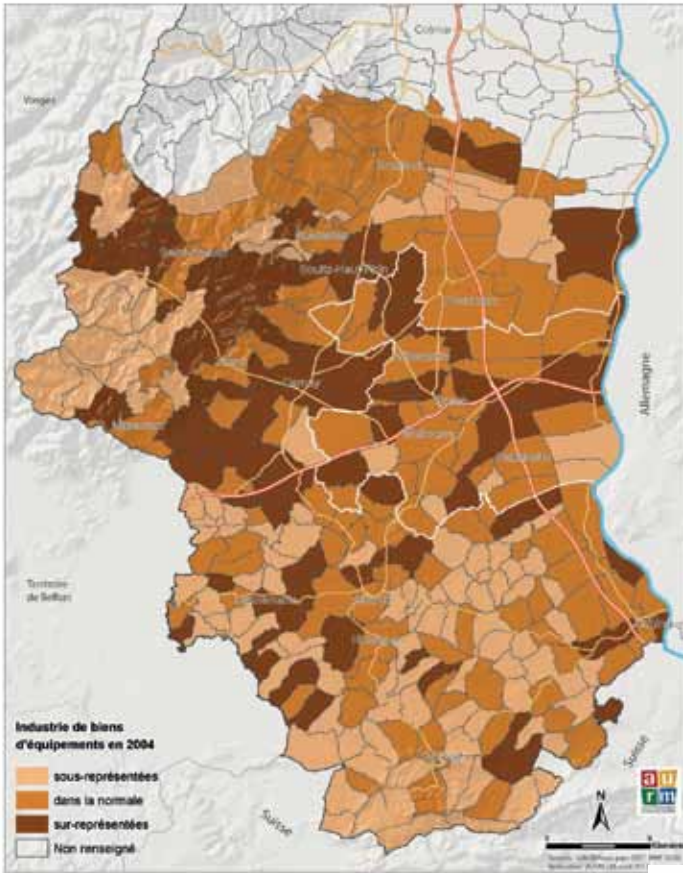


Les activités de construction ont vu leur nombre croître de 75% entre 2004 et 2011. Leur part dans le total des établissements a gagné 2 points, pour atteindre presque 10% de l'ensemble. Apparemment, les créations ne se sont pas opérées au «hasard» mais ont concerné certains territoires plus que d'autres.

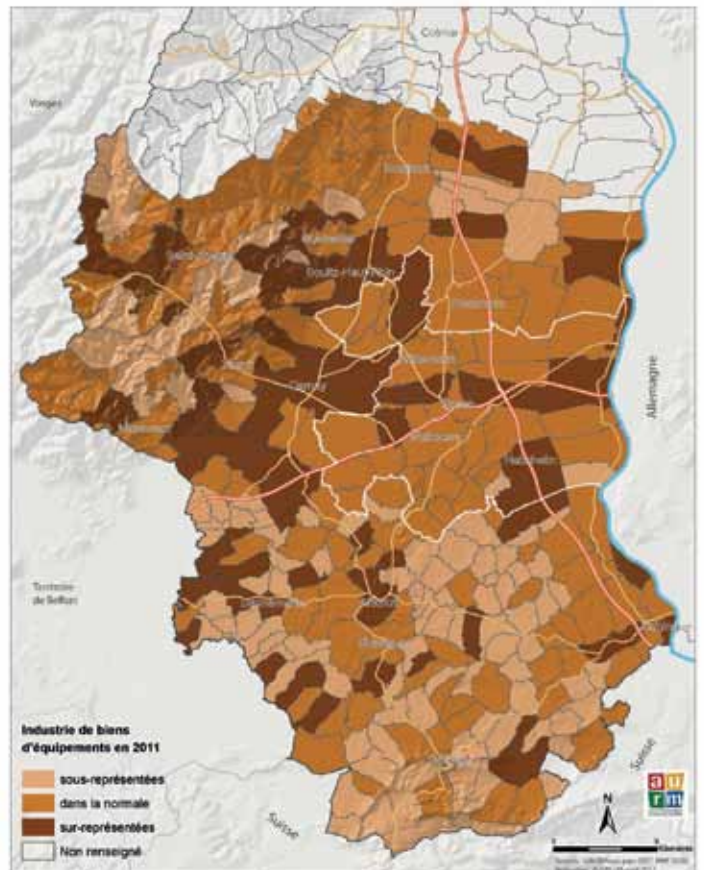
Cette carte illustre la baisse de spécialisation dans les activités de construction des communes situées au nord ouest et au sud est et le renforcement de ces activités au sud est de la zone d'étude.

Concernant la région mulhousienne, il est à noter que la plupart des communes étaient «dans la normale» en 2004 et que se dessine une moindre place des activités de construction qui tendent à y stagner alors que les autres activités se développent.

LES INDUSTRIES DE BIENS D'EQUIPEMENT EN 2004



LES INDUSTRIES DE BIENS D'EQUIPEMENT EN 2011



Ces industries comprennent les industries chimiques et pharmaceutiques, la plasturgie, la métallurgie, la fabrication de produits informatiques et électroniques, la fabrication d'équipements (machines, électriques, de transports) et enfin, la réparation et l'installation de machines et équipements.

Carte d'évolution 2004/2011

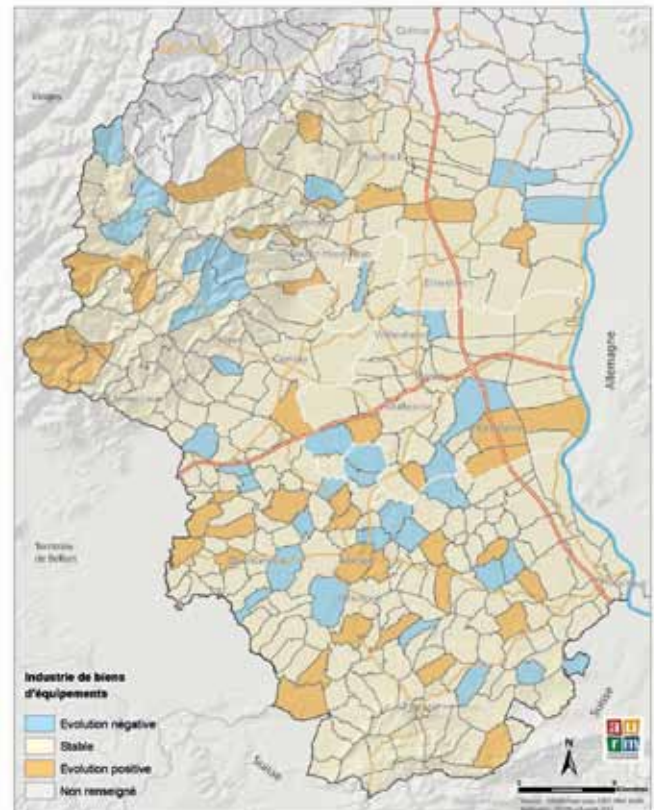
Trois points peuvent être relevés à propos de la répartition des industries de biens d'équipement.

Le premier est que ces activités sont surtout sur-représentées au nord / nord-ouest de l'agglomération mulhousienne et tout particulièrement dans les vallées vosgiennes. Si le piémont résiste bien, il y a moins de communes en amont des vallées qui sont spécialisées dans ces activités en 2011 qu'en 2004.

Il apparaît également que de moins en moins de communes sont spécialisées dans ces industries tournées vers les biens d'équipement et autres industries «lourdes». C'est le cas dans la région mulhousienne où peu de communes ont encore une sur-représentation de ces activités industrielles.

Enfin, la partie sud des cartes se distingue, en 2004 comme en 2011, avec peu de communes spécialisées et, au contraire, de nombreuses communes où ces activités sont sous-représentées.

Nombre de communes où les industries d'équipement sont				
	sous représentées	sur-représentées	Nb d'Ets	en % du total des Ets
2004	110	73	1163	4
2011	101	67	1113	2,9

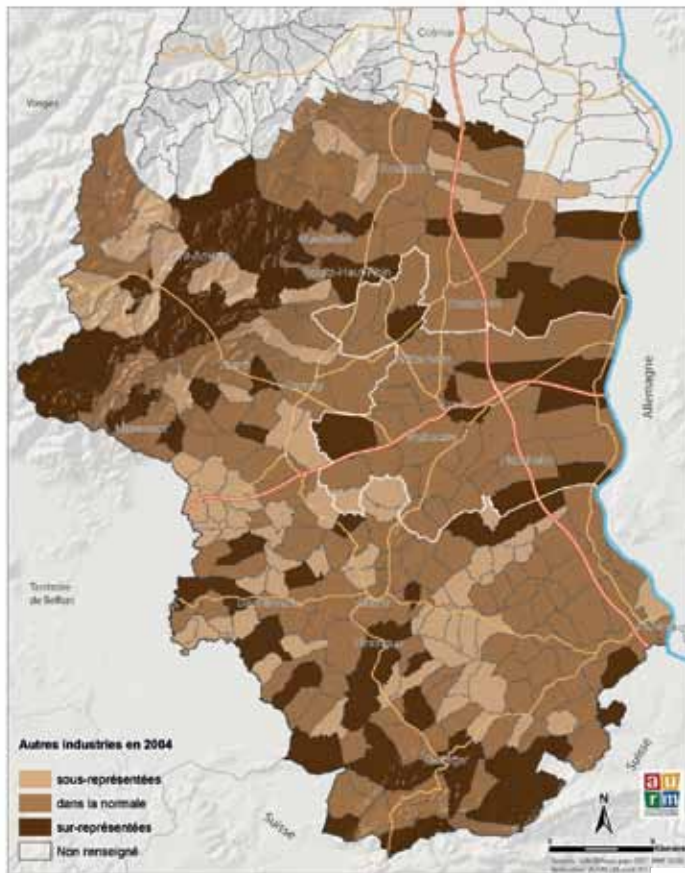


Il y a moins de communes où ces activités sont sur-représentées, parce que ces activités ont perdu des établissements (-4,3%) tandis que les autres activités en ont gagné. Les activités de biens d'équipement sont donc moins nombreuses et se trouvent en quelque sorte diluées dans le tissu économique.

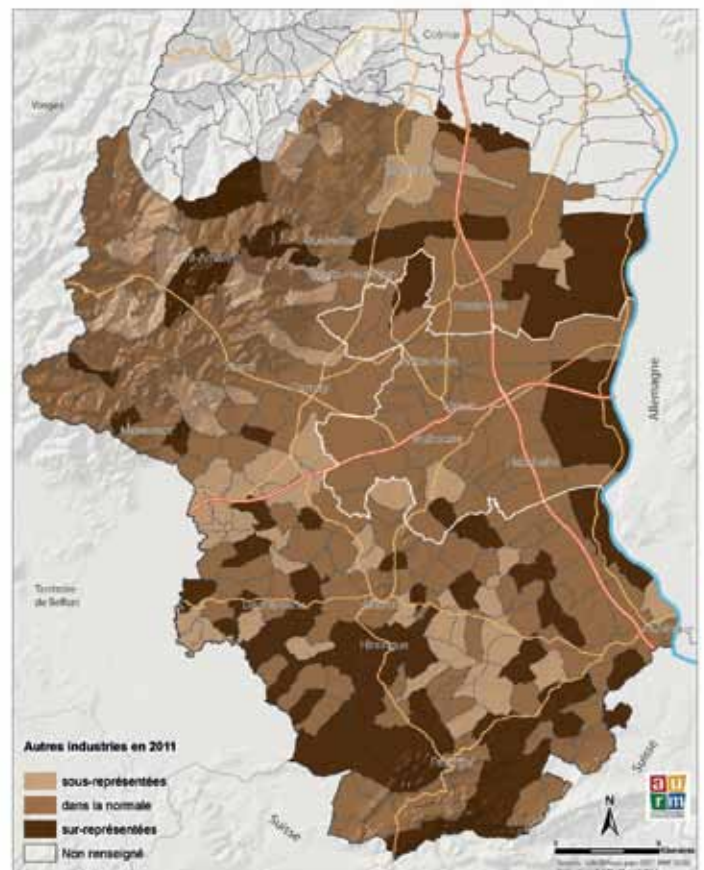
Les évolutions les plus tranchées ont eu lieu dans la moitié sud du territoire d'étude où un double mouvement peut-être observé. Une partie des communes a vu le poids des industries d'équipement se renforcer, tandis qu'une autre a connu un affaiblissement de ces activités. Il n'y a pas de logique spatiale clairement identifiable.

Concernant la région mulhousienne, la stabilité prévaut, avec seulement 4 communes qui ont vu leur spécialisation se réduire et 5 qui l'ont vu augmenter.

LES AUTRES INDUSTRIES EN 2004



LES AUTRES INDUSTRIES EN 2011



Ces autres industries correspondent aux industries extractives, à l'agroalimentaire, au travail du bois, papier, imprimerie de laque, production et distribution d'électricité, de gaz, vapeur, d'eau, assainissement, gestion des déchets.

Carte d'évolution 2004/2011

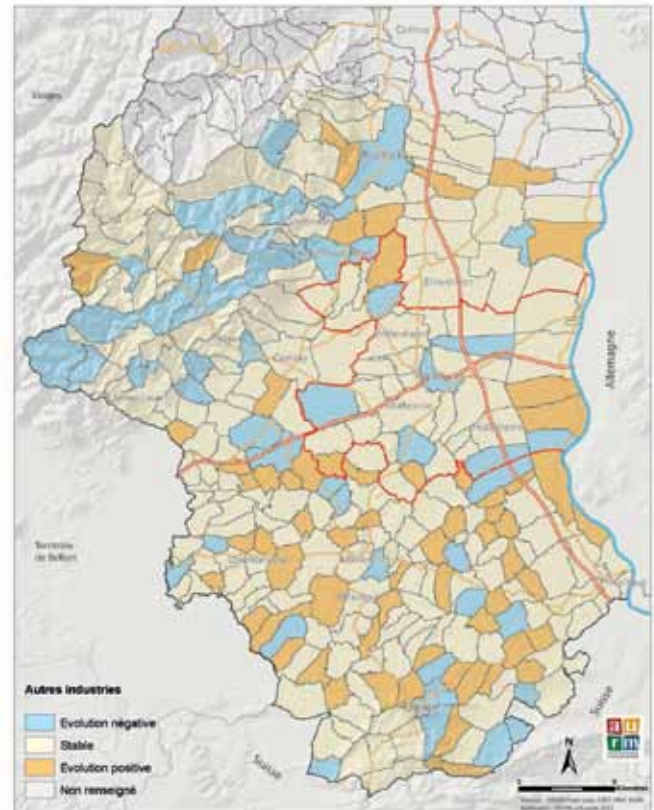
Dans l'ensemble, ces «autres industries» (plutôt tournées vers la production de biens finaux) sont diffuses sur l'ensemble du Sud Alsace. Quelques évolutions sont toutefois notables.

D'une part, en 2011, les communes des vallées vosgiennes, au nord des cartes, sont beaucoup moins nombreuses à être spécialisées dans ces activités qu'en 2004.

La spécialisation des communes en bord de Rhin s'est au contraire renforcée. Par exemple les communes de la Communauté de Communes Porte de France Rhin Sud qui accueillent de grands établissements de la chimie, ont vu se développer un tissu de petites et moyennes entreprises dans des secteurs divers.

De la même manière, les communes situées au sud ouest du département, on vu leur spécialisation dans ces autres industries se renforcer.

Il ne subsiste que deux «poches» de communes où ces activités sont sous-représentées : à l'ouest (communes limitrophes du Territoire de Belfort) et au centre sud (autour de Franken).



Nombre de communes où les autres industries sont				
	sous représentées	sur-représentées	Nb d'Ets	en % du total des Ets
2004	70	71	1120	3,9
2011	54	79	1683	4,4

Ces activités de «petites» industries ont vu leur nombre d'établissements augmenter de 50% entre 2004 et 2011. Le développement de ces activités semble s'être opéré dans des lieux privilégiés, à l'est et au sud ouest du Sud Alsace.

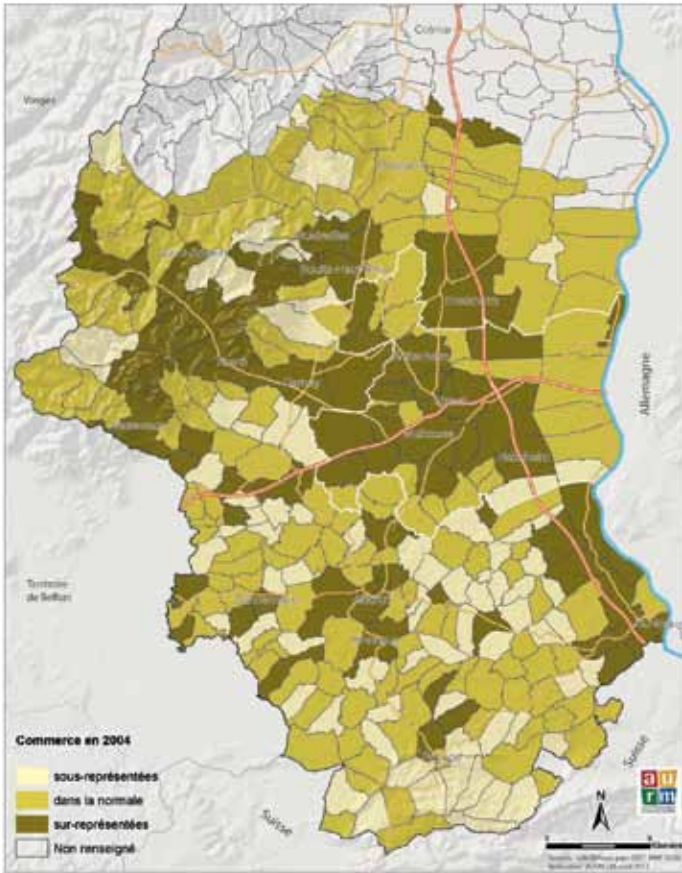
Cette carte montre un mouvement opposé.

Au nord, de nombreuses communes ont vu leur spécialisation dans ces activités industrielles se réduire. Les vallées vosgiennes sont tout particulièrement concernées. Les communes où le poids de ces activités s'est renforcé sont extrêmement rares.

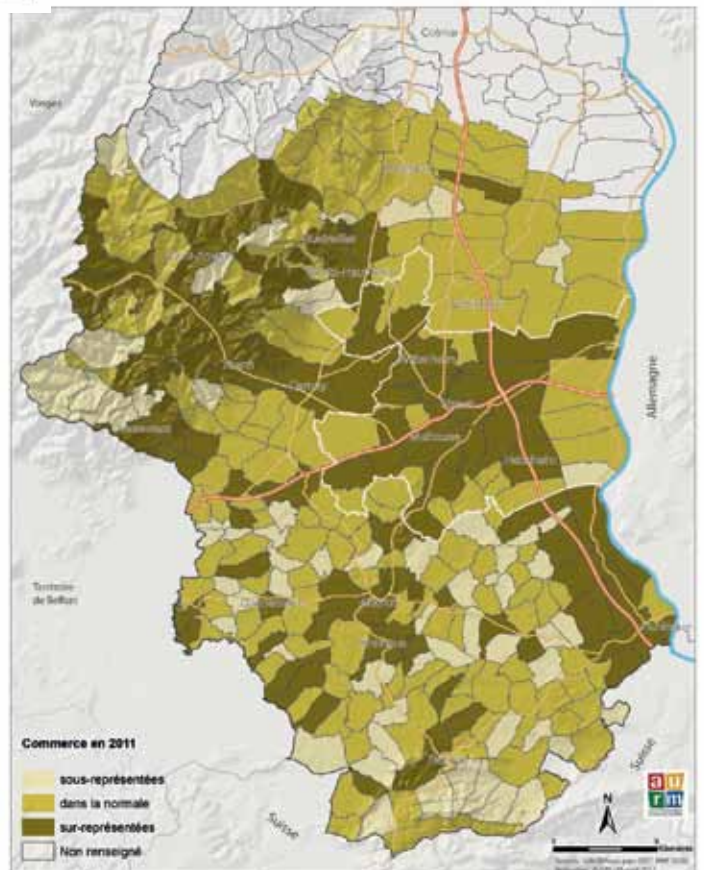
Au sud, un plus grand nombre de communes a vu ces activités se renforcer.

Dans la région mulhousienne, les communes ont le plus souvent une représentation «normale» de ces activités, hormis dans la Communauté de Communes Porte de France Rhin Sud où les communes connaissent une sur-représentation de ces activités industrielles.

LE COMMERCE EN 2004



LE COMMERCE EN 2011



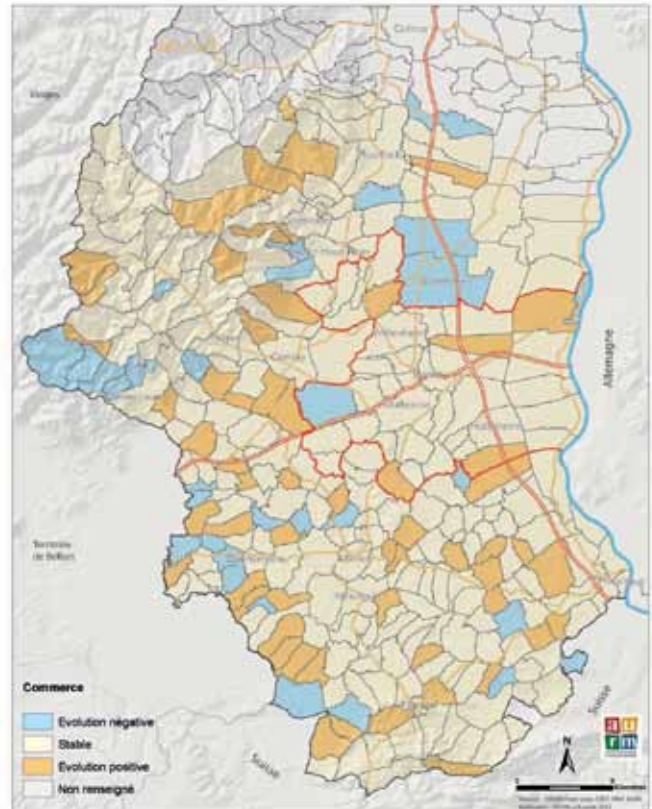
Cette catégorie «commerce» regroupe les activités de commerce de gros et de commerce de détail.

Carte d'évolution 2004/2011

Un premier ensemble, composé des communes proches de Mulhouse, connaît une sur-représentation des activités commerciales. De même, les vallées de la Thur, de la Doller, de Guebwiller sont assez nombreuses à être dans cette situation. Le poids du commerce se renforce dans ces territoires entre 2004 et 2011. Il n'y a plus que quelques communes en Haute Vallée qui sont concernées par la sous-représentation du commerce.

Cette sur-représentation du commerce concerne également les communes proches de la Suisse.

Une différence apparaît clairement entre le nord et le sud des cartes. Il y a nettement plus de communes où les activités commerciales sont sous-représentées dans la partie sud. Cette tendance s'estompe toutefois entre 2004 et 2011, de plus en plus de communes sont «dans la moyenne». C'est notamment le cas du piémont vosgien où quelques communes sont rentrées «dans la norme», voire se sont spécialisées.



Nombre de communes où le commerce est				
	sous représentée	sur-représentée	Nb d'Ets commerciaux	en % du total des Ets
2004	75	69	5507	19
2011	60	82	7422	19

Sur la période étudiée, le commerce s'est assez bien diffusé sur l'ensemble du territoire, ce qui explique qu'il y ait moins de communes où cette activité est sous-représentée.

Par contre, le nombre de communes où les activités commerciales sont sur-représentées a nettement augmenté. La partie sud du territoire est particulièrement concernée.

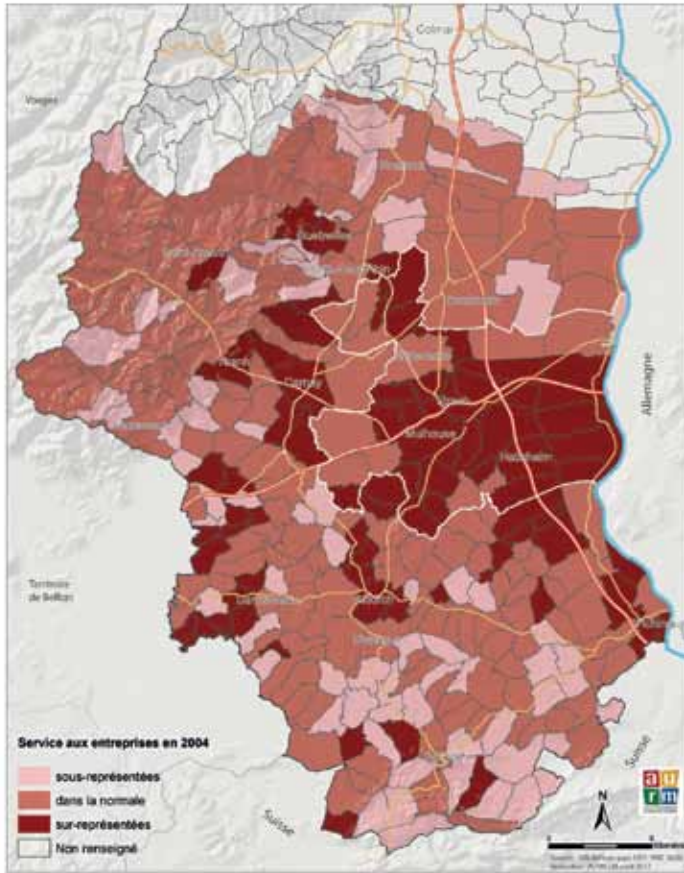
La croissance du commerce est égale à la croissance du total de l'ensemble des établissements : 34,8% entre 2004 et 2011.

Il ressort de cette carte que les communes du piémont vosgien sont assez nombreuses à avoir vu le poids du commerce se renforcer entre 2004 et 2011. Elles sont rejointes en cela par de nombreuses communes situées au sud de la zone d'étude.

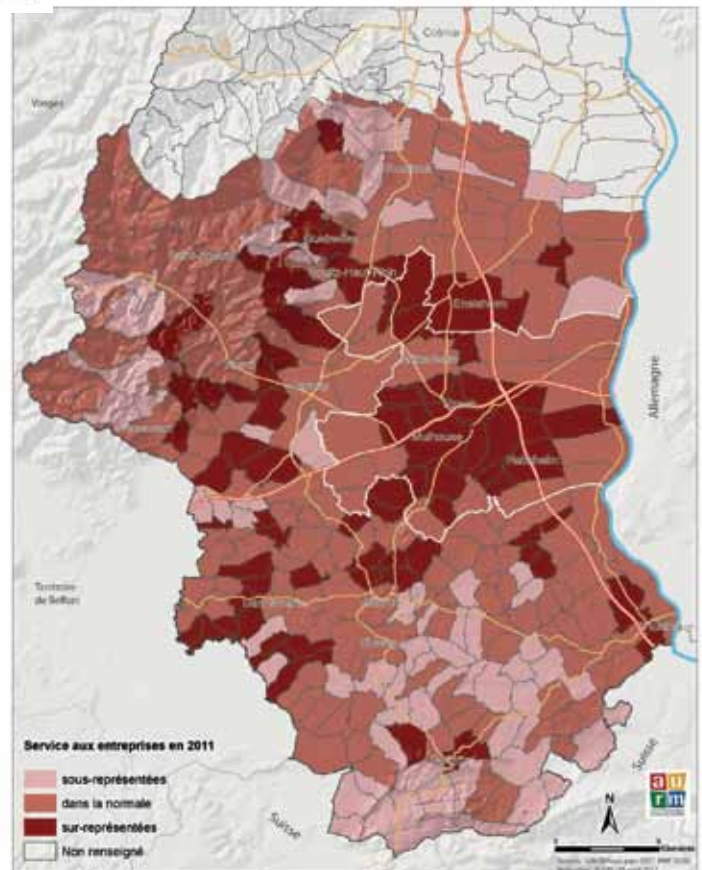
La plupart des communes où le poids du commerce s'est affaibli se trouvent à l'ouest de la zone.

Dans la région mulhousienne, la stabilité prévaut et le poids du commerce se renforce dans quelques communes de la seconde couronne.

LES SERVICES AUX ENTREPRISES EN 2004



LES SERVICES AUX ENTREPRISES EN 2011



Les services essentiellement destinés aux entreprises comprennent le transport et l'entreposage, l'immobilier, l'édition, l'audiovisuel, les télécommunications, les activités informatiques, les activités spécialisées, scientifiques et techniques, la recherche-développement, les activités de services administratifs et de soutien aux entreprises.

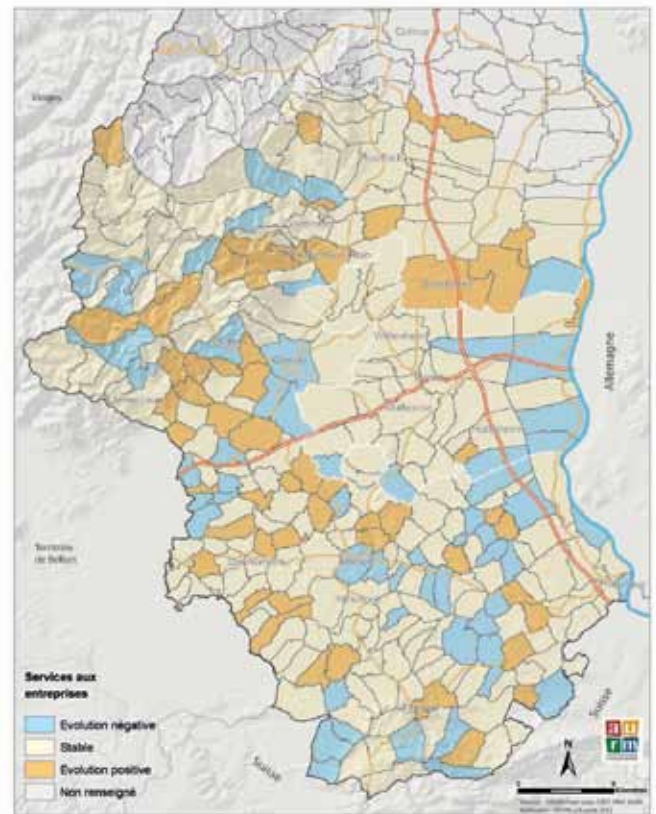
Carte d'évolution 2004/2011

En 2004, les établissements de services aux entreprises étaient essentiellement concentrés dans la région mulhousienne. La forte présence de ces services se continuait au sud est, vers Sierentz et au-delà vers Saint Louis. A l'ouest, quelques communes limitrophes du Territoire de Belfort étaient également concernées, de même que quelques pôles urbains comme Guebwiller et Cernay.

Le sud du département par contre voyait généralement les activités de services aux entreprises sous-représentées.

En 2011, les communes les plus au nord, celles de l'extrême ouest et du sud du territoire connaissent souvent une sous-représentation des activités de services aux entreprises. Le mouvement s'amplifie entre 2004 et 2011.

La région mulhousienne, plus précisément Mulhouse et les villes de première couronne, restent des lieux importants pour ces activités. Elles sont rejointes par le piémont vosgien et la diffusion des services aux entreprises continue au sud ouest de l'agglomération mulhousienne.



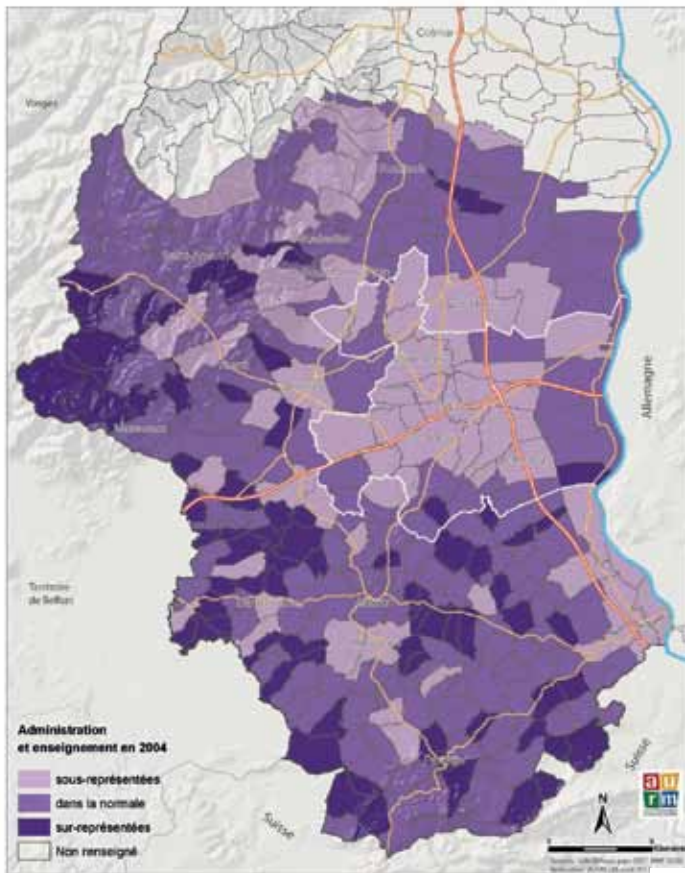
Nombre de communes où les serv. aux entreprises sont				
	sous représentée	sur-représentée	Nb d'Ets	en % du total des Ets
2004	70	71	5391	18,6
2011	72	69	7391	19,2

Les services aux entreprises ont vu leur nombre croître de 37% entre 2004 et 2011. Ce qui est légèrement supérieur au taux de croissance de l'ensemble des activités. Le nombre de communes sous ou sur-représentées dans ces activités est à peu près stable mais la géographie de la spécialisation est fortement modifiée.

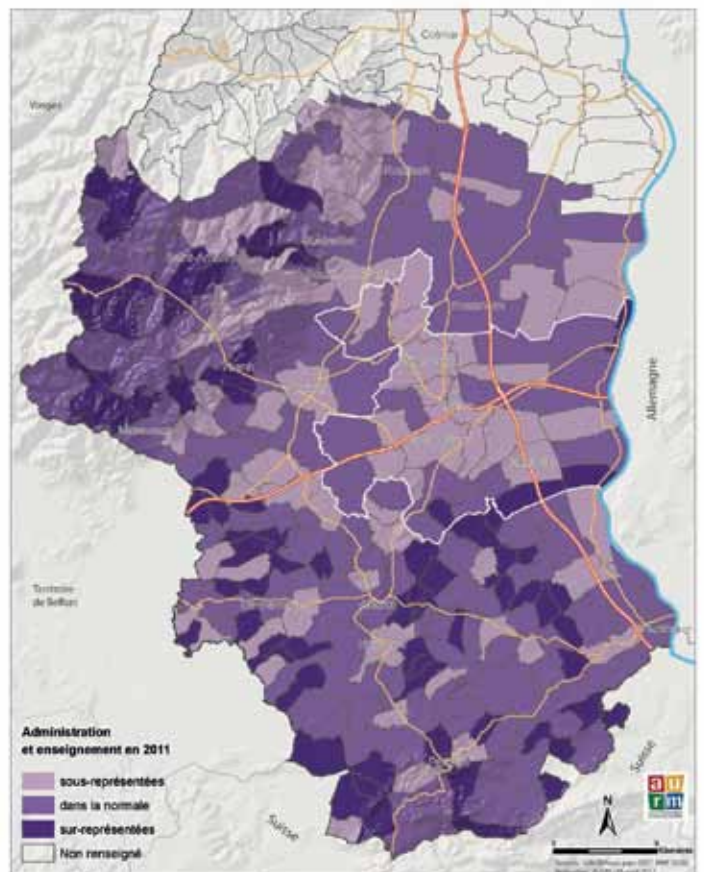
Cette carte indique clairement que la stabilité prévaut dans la agglomération de Mulhouse et dans la partie nord de la zone d'étude. Le poids des services aux entreprises se réduit sur la Bande Rhénane.

Plus généralement, ce poids se réduit fréquemment dans la partie est du territoire. Dans la partie ouest, on trouve plutôt un renforcement du poids de ces activités

LES ACTIVITES ADMINISTRATIVES ET D'ENSEIGNEMENT EN 2004



LES ACTIVITES ADMINISTRATIVES ET D'ENSEIGNEMENT EN 2011

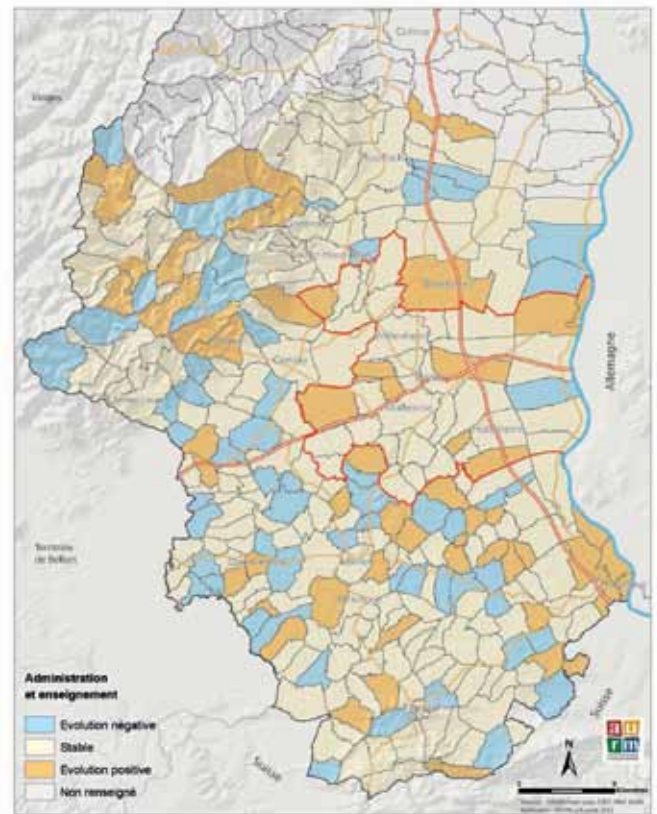


Ces services comprennent les administrations publiques, l'enseignement et les activités extra territoriales.

Carte d'évolution 2004/2011

Il y a relativement peu de communes où les activités administratives et d'enseignement sont sous-représentées. Cela s'explique par le fait que chaque commune abrite une mairie, une école, éventuellement un établissement forestier etc. De ce fait, hormis les villes et centres urbains dans lesquels ces activités administratives et d'enseignement étaient «noyées» dans un tissu riche et varié, il y avait peu de sous-représentation de l'administration dans les communes en 2004.

En 2011, les communes où ces activités sont sur-représentées sont assez disséminées sur le territoire. Elles sont cependant moins présentes au nord est du territoire. Dans les régions de Mulhouse, de Cernay, de Soultz, ou encore de Saint Louis, il y a plus de communes où ces activités sont sous-représentées du fait d'un tissu économique plus varié et important.



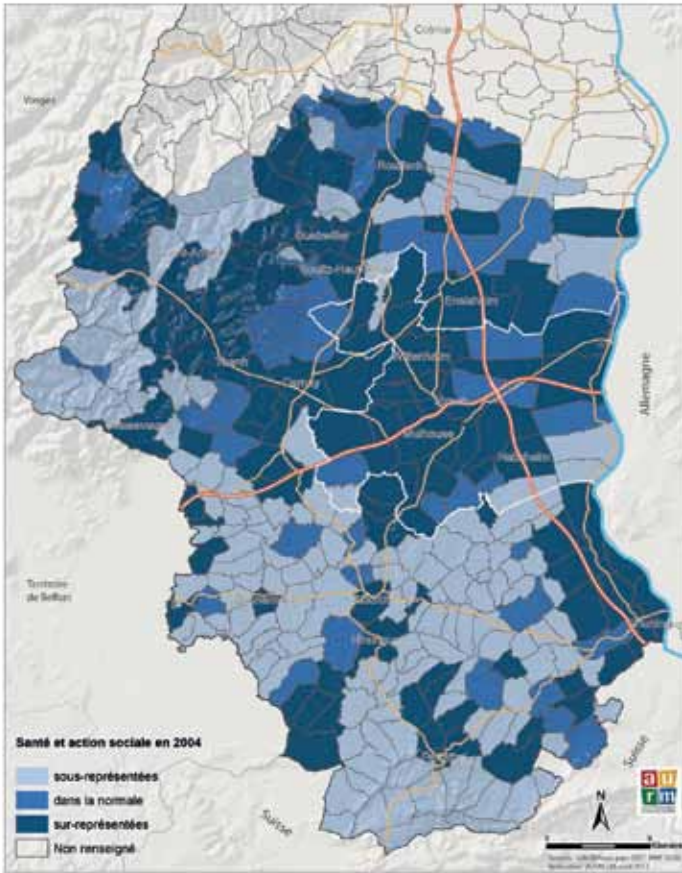
Nombre de communes où l'administration est				
	sous représentée	sur-représentée	Nb d'Ets	en % du total des Ets
2004	61	77	1736	6
2011	64	75	2799	7,3

La progression des activités administratives et d'enseignement a été très importante depuis 2004 : + 61%. Ce sont les établissements d'éducation/formation qui ont porté la croissance (+94%), le nombre d'établissements administratifs étant quasiment stable (670 contre 642 en 2004).

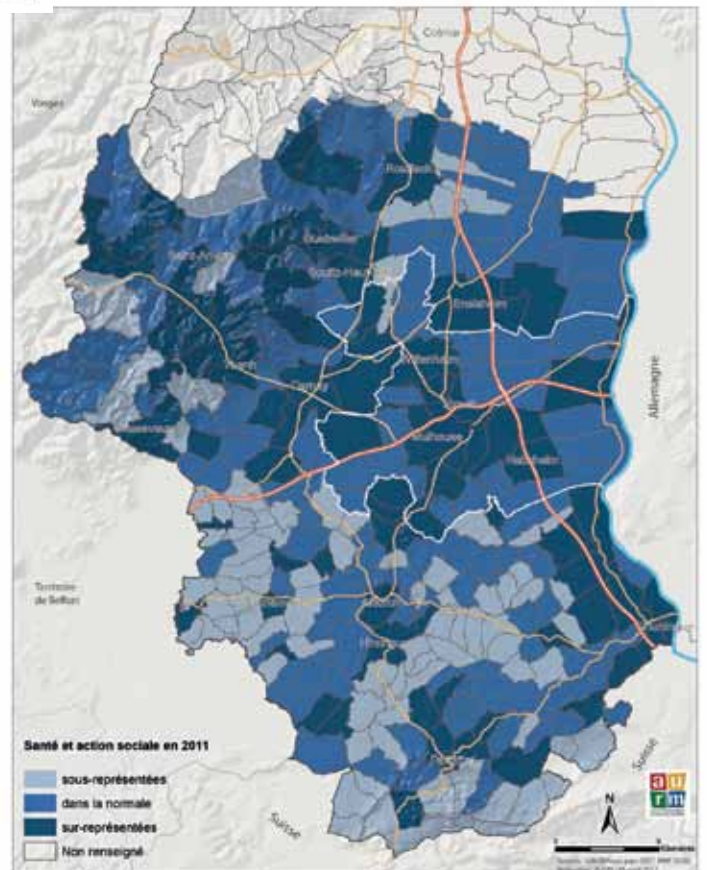
Cette carte montre que dans le quart nord est de la zone d'étude, prévaut la stabilité du poids des activités administratives et d'enseignement.

Sur le reste du territoire, les mouvements sont très contrastés d'une commune à l'autre, sans qu'une logique territoriale n'apparaisse clairement.

LES ACTIVITES LIEES A LA SANTE ET A L'ACTION SOCIALE EN 2004



LES ACTIVITES LIEES A LA SANTE ET A L'ACTION SOCIALE EN 2011



Ces services comprennent les activités pour la santé humaine, l'hébergement médico-social et social, l'action sociale sans hébergement.

Les activités liées à la santé et à l'action sociale offrent une configuration originale puisqu'en 2004, la logique qui prévalait était du type «il y a/il n'y a pas». La dichotomie était forte entre les 99 communes qui concentraient l'offre et les autres, où cet ensemble d'activités étaient sinon absentes du moins fort peu présentes.

En 2004, ces activités étaient concentrées dans 3 lieux : le piémont et les entrées de vallées vosgiennes, la région mulhousienne et les communes limitrophes de la Suisse.

En 2011, la situation a évolué. Le nord et le sud du territoire semblent répondre à deux logiques différentes.

Au nord ouest, les communes qui étaient spécialisées le sont généralement restées, mais on trouve très peu de communes où les activités de santé et d'action sociale sont sous-représentées.

Au nord-est, l'ensemble constitué par la région mulhousienne a connu quelques évolutions. Il y a moins de communes où les activités liées à la santé et à l'action sociale sont sur-représentées, mais, à l'exception d'une commune, les autres sont «dans la normale».

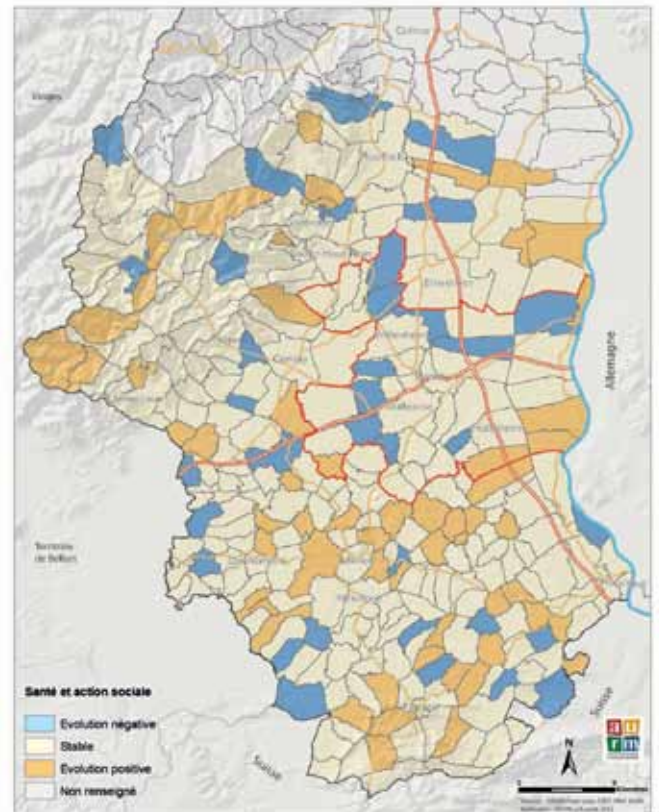
Au sud du territoire, hormis les communes proches du Rhin, on trouve encore beaucoup de communes où ces activités sont sous-représentées et un peu plus de communes où elles sont «dans la normale».

Nombre de communes où la santé/social est			
	sous représentée	sur-représentée	en % du total des Ets
2004		99	2591
2011	90	75	3122
			8,1

Les activités liées à la santé et à l'action sociale font partie de celles dont le nombre a relativement peu progressé entre 2004 et 2011 : 20% d'établissements en plus contre 33% pour l'ensemble des activités. De ce fait, le nombre de communes spécialisées dans ces activités a baissé de 24. Le fait qu'il s'agisse souvent d'activités réglementées explique sans doute la moindre progression du nombre d'établissements.

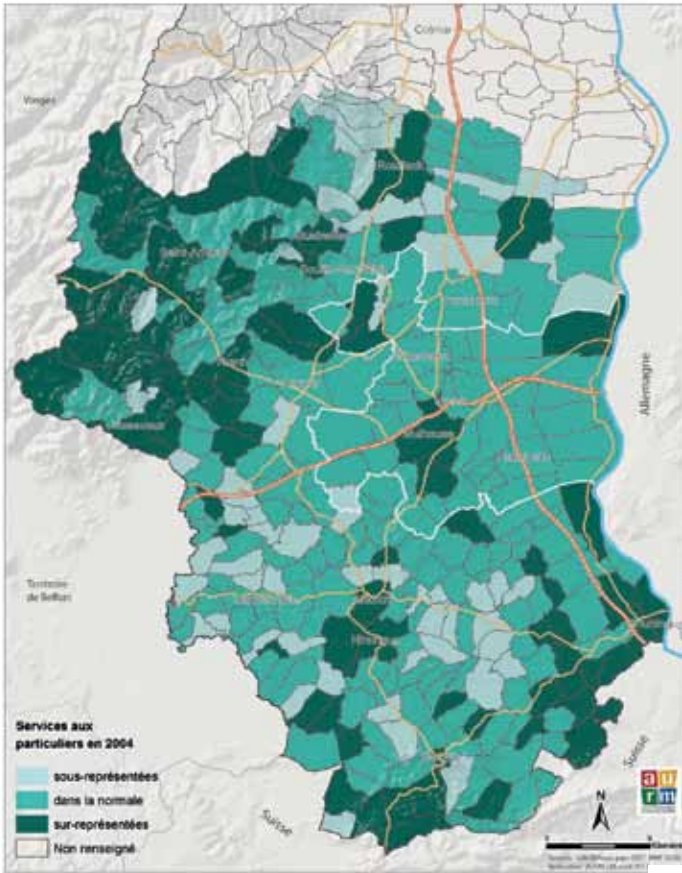
Précision méthodologique

Les activités liées à la santé et à l'action sociale sont particulières parce qu'elles répondaient en 2004 à une logique du «tout ou rien». De ce fait, statistiquement, on ne peut distinguer que deux classes de communes : celles qui sont «dans la normale» et celles où ces activités sont sur-représentées. Pour pouvoir établir une carte d'évolution comme pour les autres activités, nous avons été conduits à établir une troisième classe de communes pour l'année 2004 : celles qui n'ont aucun établissement de santé/d'action sociale, celles qui en ont quelques-uns et celles où ces activités sont sur-représentées.

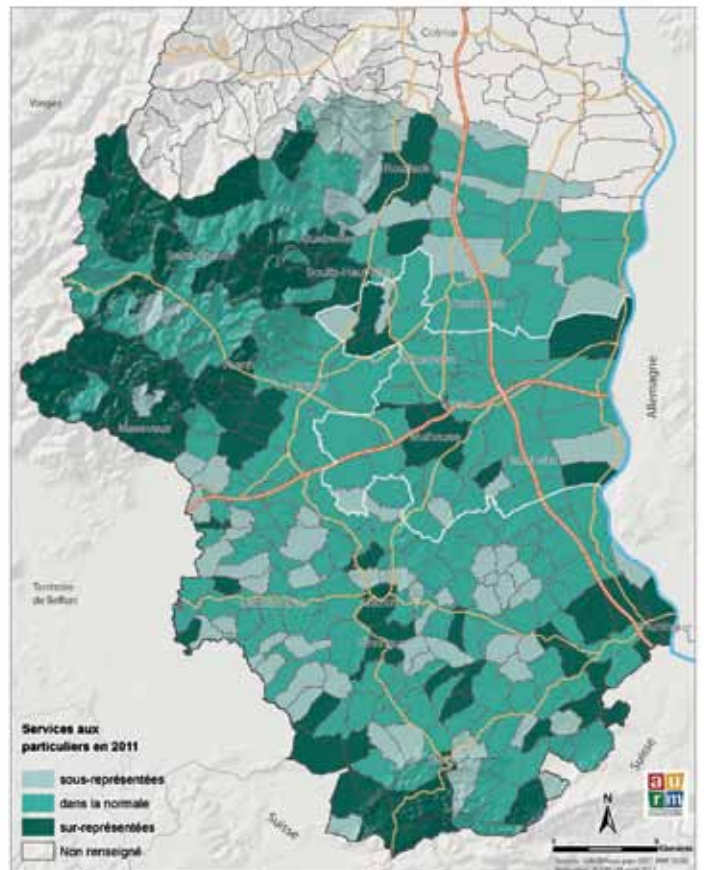


Cette carte montre que c'est au sud de la zone d'étude que se trouvent le plus de communes où les activités de santé et d'action sociale sont le moins présentes. Toutefois, on y trouve également un grand nombre de communes qui ont connu un renforcement de ces activités entre 2004 et 2011.

LES SERVICES AUX PARTICULIERS EN 2004



LES SERVICES AUX PARTICULIERS EN 2011



Les services destinés essentiellement aux particuliers comprennent : l'hébergement et la restauration, les arts, spectacles et activités récréatives, les activités financières et d'assurance, les autres activités de services.

Les services aux particuliers sont particulièrement présents en 3 lieux, en 2004 comme en 2011.

Ils sont très développés au nord ouest, dans les vallées vosgiennes. Ce développement des services aux particuliers a été au cœur de la stratégie d'attractivité de certains territoires qui rencontraient un problème démographique. On constate toutefois qu'en 2011, les communes concernées sont plutôt celles situées sur les axes de communication.

La ville de Mulhouse est spécialisée dans les services aux particuliers, ce qui est typique des villes-centres. Elle n'est rejointe que par quelques communes de l'agglomération, les autres restant toutefois «dans la normale» à de rares exceptions.

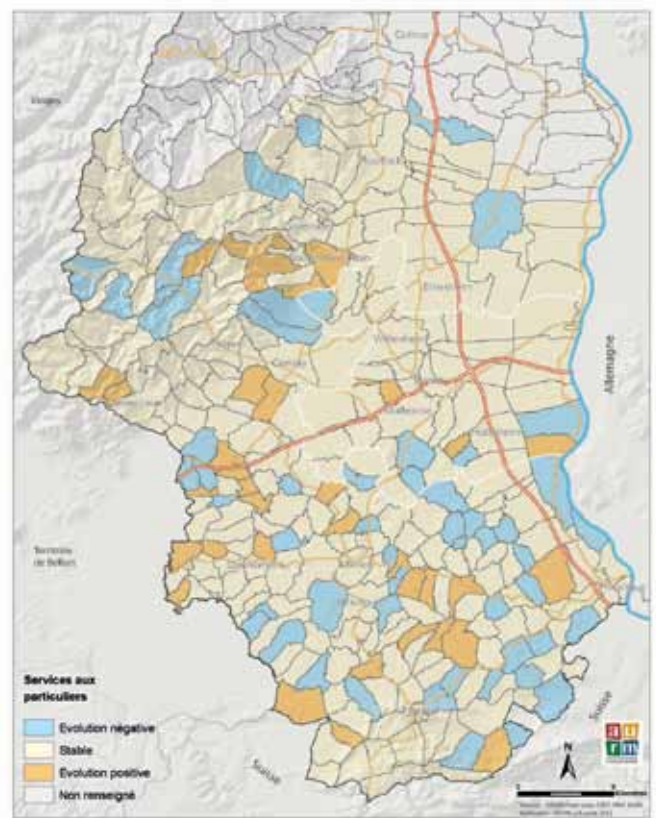
Enfin, au sud de l'aire d'étude quelques communes (autour de Saint Louis notamment) sont spécialisées dans ce domaine. Dans cette partie sud, prédominent surtout des communes où ces activités sont sous-représentées. C'est particulièrement le cas des communes limitrophes du Territoire de Belfort.

Comme les communes du sud, celles du nord sont souvent sous-spécialisées en la matière. Le nombre de communes où ces activités sont sous-représentées a augmenté dans les communes les plus au nord où on ne trouve plus qu'une commune spécialisée.

Nombre de communes où les serv. aux particuliers sont				
	sous représentée	sur-représentée	Nb d'Ets	en % du total des Ets
2004	57	78	5997	20,7
2011	70	72	7726	20

Les activités de services aux particuliers ont progressé de 29% entre 2004 et 2011, soit un rythme de progression inférieur à celui de l'ensemble. Malgré cela, le nombre de communes où ces activités sont sous-représentées a baissé sur la période.

Carte d'évolution 2004/2011



Cette carte indique que dans la partie sud de la zone d'étude, un grand nombre de communes a vu le poids des activités de services aux particuliers se réduire. Dans la partie nord, la situation est plus stable, avec toutefois un poids plus faible de ces activités dans quelques communes des vallées vosgiennes.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Trois faits saillants ressortent des cartes présentées :

Des spécialisations économiques territoriales en profonde mutation

Le premier est qu'entre 2004 et 2011, de profonds changements sont intervenus dans les spécialisations économiques locales. Certaines activités se sont diffusées sur le territoire, alors que d'autres ont eu une moindre progression du nombre d'établissements, voire une diminution. De ce fait, le poids relatif de chacune des activités est assez profondément modifié. Ces évolutions n'affectent pas aléatoirement le territoire.

Des territoires très différents

En effet, et cela constitue le second constat, des territoires distincts se dessinent d'ores et déjà. Mulhouse et son agglomération tiennent une place à part. Toutefois, la spécificité de la composition du tissu économique tend à s'estomper. Un grand bassin ayant une composition économique proche se forme. Il inclut l'agglomération de Mulhouse, les vallées de la Thur (ou tout au moins leur piémont) et de Guebwiller.

Sud et nord du territoire connaissent des évolutions différentes

De même, une grande différence de positionnement économique apparaît entre cette partie nord du

territoire et la partie sud. Cette dernière n'est cependant pas homogène. L'analyse des cartes tend à montrer qu'elle se compose de trois sous-ensembles. Il est possible de distinguer, à l'est, les communes proches de la Suisse, qui ont un tissu économique proche de celui des communes urbaines du nord de la zone d'étude. A l'ouest, le tissu économique est davantage «mixte». Au centre, les communes se caractérisent par une sous-spécialisation dans de nombreuses activités.

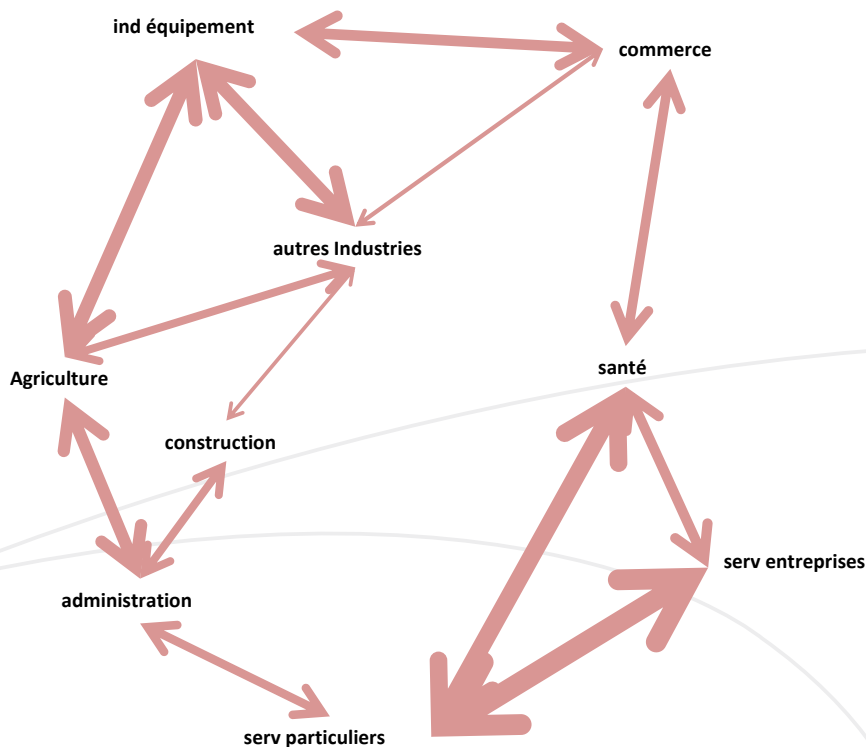
Vers une typologie des territoires

Pour parvenir à une analyse plus précise et plus fine des territoires, une typologie va maintenant être construite. Elle repose sur les appariements entre activités, tels qu'ils ressortent des matrices de concomitance construites pour l'année 2004 et l'année 2011. Ces matrices permettent de connaître les activités qui cohabitent sur un même territoire ou qui, au contraire, tendent à s'exclure mutuellement.

La typification des territoires permet d'aboutir à une cartographie de synthèse qui fait apparaître, d'une part, que la composition des tissus économiques a fortement évolué entre 2004 et 2011 ; d'autre part, que les types de tissus économiques eux-mêmes ont évolué.

SECONDE PARTIE :
POUR UNE TYPOLOGIE DES TERRITOIRES

LE SYSTEME DES ACTIVITES EN 2004



L'épaisseur des flèches reflète l'intensité des liens entre activités

En 2004, la concomitance d'activités dans une même commune est assez ouverte et donne lieu à des compositions économiques assez diverses.

Plusieurs types de compositions ressortent toutefois.

- Un lien fort apparaît entre la présence des industries tournées vers les biens d'équipement et les autres industries. La présence d'industries (et surtout d'industries de biens d'équipement) autorisait la présence de commerces dans ces communes. Ces territoires peuvent entrer dans la catégorie «économie industrielle».

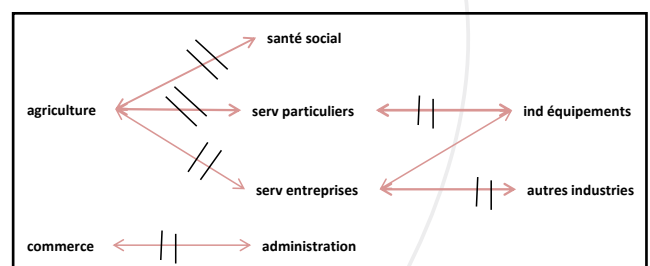
- Les communes qui avaient une économie agricole forte pouvaient connaître deux situations.

- D'une part, avoir fort peu d'autres activités économiques. Dans ce cas, ressortent des liens forts entre activités agricoles et activités administratives. Ce type de tissu économique peut être qualifié d'économie agricole.

- D'autre part, les communes ayant une forte part d'établissements agricoles pouvaient également connaître une présence forte d'établissements industriels «lourds» (biens d'équipement), lesquels faisaient assez bon ménage avec des industries plus légères. Ces territoires peuvent être qualifiés d'agro-industriels.

Enfin, apparaissaient des territoires serviciels. Ils étaient caractérisés par le fait d'avoir une part importante d'établissements de services aux particuliers, d'établisse-

Les activités qui tendent à s'exclure

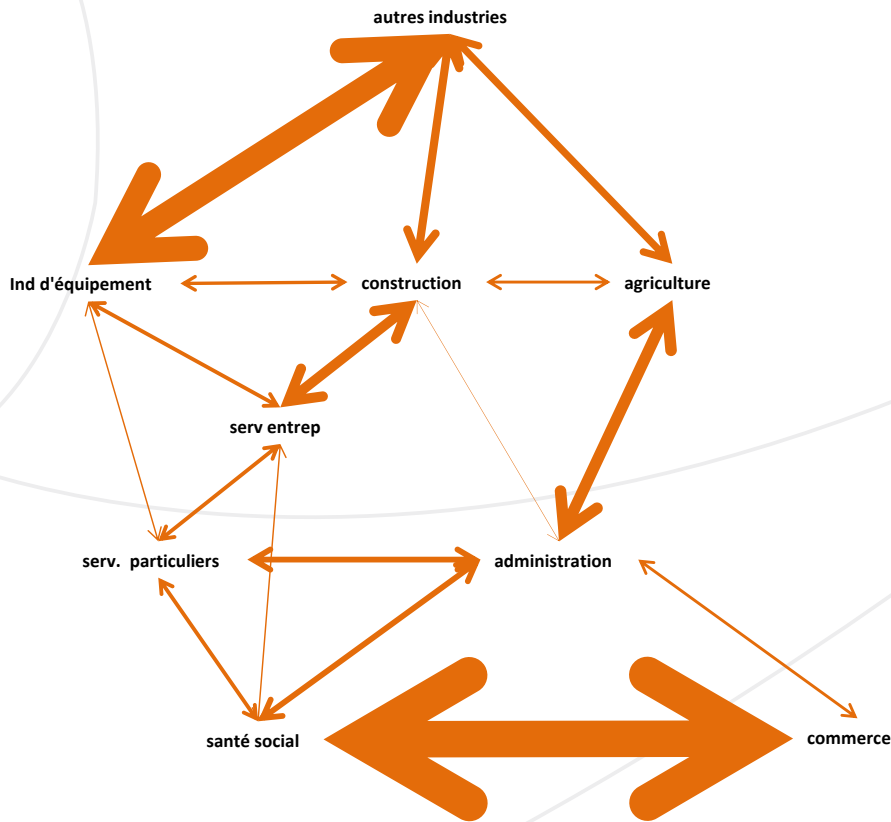


ments sociaux ou de santé et de services aux entreprises. Les activités de santé et d'action sociale étant par ailleurs assez fréquemment concomitantes aux activités commerciales.

Si, a contrario, on s'intéresse aux activités qui tendaient à s'exclure sur un même territoire, trois faits peuvent être relevés :

- le commerce apparaît peu dans les territoires les plus «administratifs» ;
- dans les communes agricoles, il y a peu de services aux particuliers, de services aux entreprises et d'établissements de santé et d'action sociale ;
- dans les territoires industriels, il y a de même peu de services aux particuliers ou aux entreprises.

LE SYSTEME DES ACTIVITES EN 2011



L'épaisseur des flèches reflète l'intensité des liens entre activités

Les mutations opérées entre 2004 et 2011 sont claires.

Les différents types d'activités industrielles sont de plus en plus concomitantes : les activités industrielles tendent à se regrouper en certains endroits.

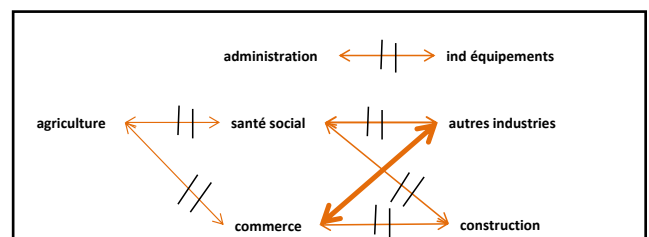
On retrouve les territoires industriels où coexistent les industries de biens d'équipement et les autres industries. Le lien entre les deux s'est renforcé. Par contre les territoires industriels n'ont plus de relation privilégiée avec les activités commerciales et n'ont plus que de faibles liens avec les territoires agricoles.

Ces territoires agricoles n'ont souvent pas d'autres établissements que leurs services administratifs et des entreprises de construction.

Les territoires où les activités tertiaires dominent se caractérisent aujourd'hui par de très forts liens entre la présence d'établissements commerciaux et d'établissements de santé et d'action sociale.

A ces trois types d'association d'activités s'ajoute un type beaucoup plus diffus que l'on qualifiera de «mixte», où l'on trouve une co-présence de services aux entreprises et aux particuliers, d'établissements commerciaux et industriels.

Les activités qui tendent à s'exclure

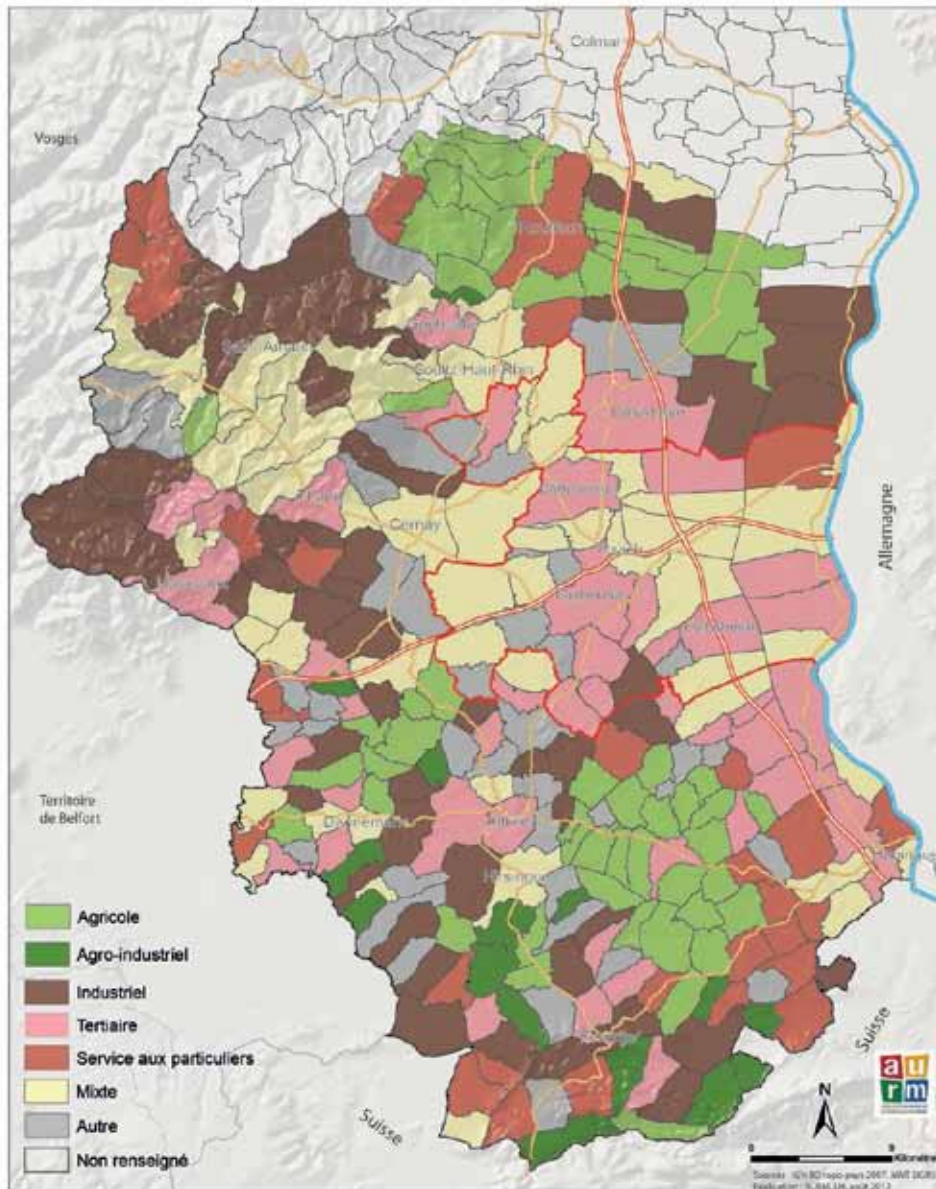


Du côté des activités qui tendent à s'exclure :

- On trouve peu de territoires où la présence d'industries d'équipement coexiste avec la présence d'établissements administratifs ;
- les territoires agricoles, ceux où dominent les autres industries «légères» et la construction, ont peu d'établissements de santé ou d'action sociale ou encore de commerce.

Nantis de ces analyses, il est possible d'élaborer des types de territoires et de les cartographier (le contenu de chaque type est précisé en annexes).

TPOLOGIE DES TERRITOIRES EN 2004



Ces deux cartes offrent le double avantage de mettre en lumière des spécialisations géographiques, des groupes homogènes de communes et de montrer comment ces spécialisations ont évolué depuis 2004.

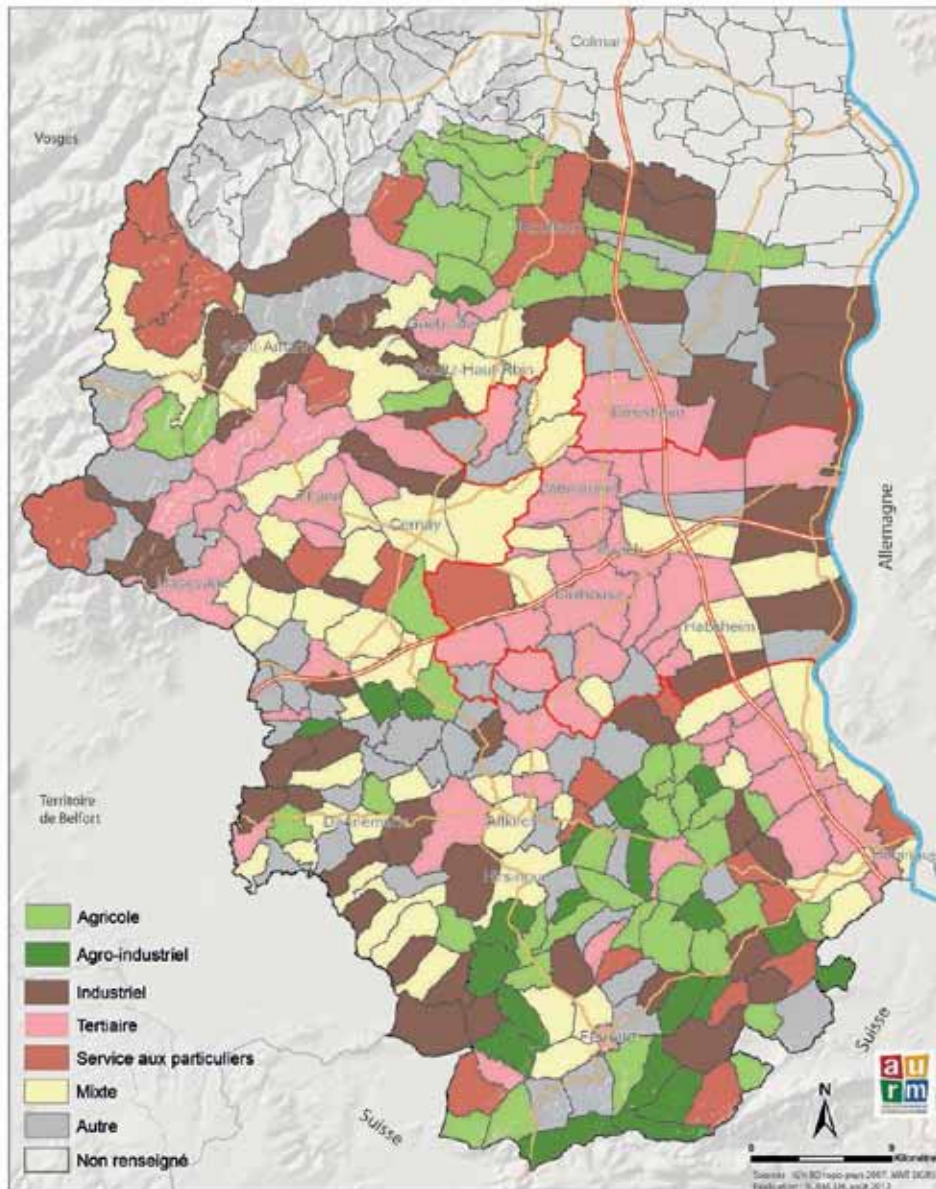
Le nord de la zone d'étude est composé de communes spécialisées dans l'agriculture. Cette spécialisation résiste mais 3 communes, spécialisées dans les activités agricoles en 2004, ne le sont plus en 2011.

La Bande Rhénane, à l'est, est composée de deux sous ensembles. Les communes du nord ont une spécialisation industrielle, qui tend à se renforcer. Ainsi les communes d'Ottmarsheim et de Petit Landau, dans la Communauté de Communes Porte de France Rhin Sud, qui étaient mixtes ou tertiaires en 2004, ont vu leur spécialisation industrielle s'affirmer. Dans la partie sud de la Bande Rhénane, on trouve essentiellement des communes qui ont une économie composite industrie/services marchands.

Le sud de la zone d'étude est plus composite. Il comporte de nombreuses communes agricoles, auxquelles s'ajoutent des communes agro-industrielles, de plus en plus nombreuses. Par contre, très peu de communes sont spécialisées dans les activités de services marchands. L'autre originalité de cette partie sud est de comporter des communes éparées, spécialisées dans les activités industrielles. C'est notamment le cas dans le sud ouest du territoire où une part importante des communes ont un tissu mixte, comprenant à la fois de l'industrie, du commerce et/ou des services aux entreprises.

Le piémont vosgien, au nord ouest, était composé de trois types de communes en 2004. Des communes mixtes, des communes spécialisées dans les services (essentiellement des territoires «urbains» comme Masevaux, Thann, Guebwiller...), et des communes spécialisées dans l'industrie. Le changement est très marqué entre 2004 et

TIPOLOGIE DES TERRITOIRES EN 2011



2011 avec un reflux des communes mixtes et industrielles, au profit de communes spécialisées dans les services. Toutefois, la mixité des activités continue de prévaloir dans le piémont des vallées. L'accessibilité autorise le maintien des activités industrielles et la croissance de la population permet le développement d'activités commerciales et de services.

Dans l'agglomération mulhousienne enfin, la mixité des activités est en recul. Kingersheim, Illzach, Rixheim parmi bien d'autres, ont rejoint Mulhouse et le pôle des communes à économie tertiaire. Il n'y a plus que 7 communes (dont Sausheim, Habsheim et Lutterbach) qui affichent une spécialisation industrielle concomitante à une spécialisation commerciale ou de services. Le positionnement routier et autoroutier de ces communes n'y est sans doute pas étranger. Tout comme la tendance des entreprises industrielles de s'écarter (accessibilité,

disponibilité et coûts du foncier et de l'immobilier...) des centres urbains.

En quelque sorte, le territoire de m2A est composé de trois sous-ensembles :

L'essentiel du territoire (la ville centre, les communes où sont implantées les grandes zones commerciales, au nord, les communes au sud de l'autoroute...) forment un territoire très axé sur le commerce et les services.

Un groupe de 7 communes où les activités de commerce et de services sont également très présentes, mais où elles cohabitent avec une part importante d'activités industrielles.

Enfin, à l'extrémité sud, se trouvent 3 communes dont 2 ont pour caractéristique d'avoir pour spécialisation les activités du bâtiment.

CONCLUSION

L'approche par les établissements adoptée dans ce travail permet de porter un autre regard sur les activités économiques et leur répartition en Sud Alsace.

Quatre grands territoires se dessinent qui incitent à renouveler certains questionnements.

- Au nord, existe un territoire marqué par les activités agricoles. Mais ce territoire se réduit. Faut-il y voir un effet de l'étalement urbain, ces communes connaissant une forte progression démographique ?

- Au sud, les communes «agro-industrielles», un territoire également agricole mais où les activités industrielles tiennent aussi une place importante et qui se renforce ces dernières années. L'un des enjeux consisterait à savoir si la place plus importante de l'industrie s'est faite au détriment des surfaces agricoles ou si les activités industrielles en question sont complémentaires des activités agricoles (agro-alimentaire par exemple).

De la même manière, il serait utile de connaître le type de cultures dominantes dans ces communes. Dans l'optique du développement des circuits courts, disposer de telles ressources à proximité des principales villes peut s'avérer intéressant.

D'une manière plus générale, est posée la question des relations entre la partie nord et la partie sud du territoire, qui ne semblent pas répondre aux mêmes logiques mais qui peuvent très bien être complémentaires.

- Au sud ouest, en proximité du Territoire de Belfort et à l'est, dans la Communauté de Communes Porte de France Rhin Sud, l'économie des communes est dominée par l'industrie.

Concernant l'économie de la région mulhousienne, la question qui pourrait être posée aux communes bordant le Rhin est celle de leur volonté de continuer d'accueillir des activités industrielles. La présence du fleuve, du rail de l'autoroute... sont autant d'atouts pour ce faire.

- Enfin, une vaste «banane» se dessine, depuis les vallées vosgiennes jusqu'à Saint Louis, en passant par l'agglomération de Mulhouse, où le commerce et les services sont dominants. La tertiarisation de l'économie

qui concernait surtout les villes il y a quelques années s'est diffusée. Le commerce et les services peuvent aujourd'hui tenir une place importante dans tout type de communes.

En quelque sorte, si besoin était, la pertinence du nouveau découpage des zones d'emploi est confirmée. L'agglomération mulhousienne est inscrite dans un ensemble beaucoup plus large de communes qui participent du même profil et d'une même dynamique de tertiarisation de leur économie.

Cela illustre à sa façon le processus de métropolisation en cours et cela pose la question de la manière dont les différents espaces sont articulés entre eux, notamment en termes de transports collectifs. La région mulhousienne se situe dans un espace urbain dense et multipolaire, la question est aussi de savoir si ces territoires n'auraient pas à gagner à développer une stratégie commune d'accueil des entreprises.

Au sein de cet ensemble dominé par les activités de services marchands, certaines communes ont gardé une spécialisation industrielle en même temps que s'y développaient les services. La question pourrait être posée de leur volonté de conforter ces activités. Elles peuvent offrir des opportunités pour des entreprises qui souhaiteraient s'implanter en milieu urbain, sans toutefois souhaiter ou pouvoir venir dans la ville centre. Dans ce cas, l'offre foncière et immobilière à vocation économique de ces communes devrait faire l'objet d'une attention redoublée. Pourrait être posée la question des moyens à mettre en oeuvre pour se doter de capacités d'accueil satisfaisantes des entreprises industrielles sans compromettre la qualité de vie de ces communes.

Plus généralement, le constat d'une localisation des entreprises industrielles à proximité des grands axes et noeuds autoroutiers pourrait être intégré à la réflexion sur la création ou les extensions de zones d'activités économiques.

Pour terminer, il conviendrait sans doute de réfléchir aux impacts de la montée en spécialisation des communes. De moins en moins de communes sont «mixtes», ce qui signifie probablement des déplacements domicile/travail croissants et surtout une vulnérabilité accrue des territoires face aux aléas de la vie économique.

ANNEXES

PRECISIONS METHODOLOGIQUES

Pourquoi choisir de travailler à partir des établissements plutôt que des emplois ?

Deux raisons essentielles ont conduit à ce choix.

D'une part, les activités industrielles «écrasent» souvent les autres activités. Une commune ayant une industrie de 500 personnes sera réputée spécialisée dans l'industrie quand bien même elle aurait également sur son territoire 50 établissements agricoles, commerciaux ou de services employant chacun 3 ou 4 personnes. L'approche par les emplois ne rend que très imparfaitement compte du dynamisme économique des territoires.

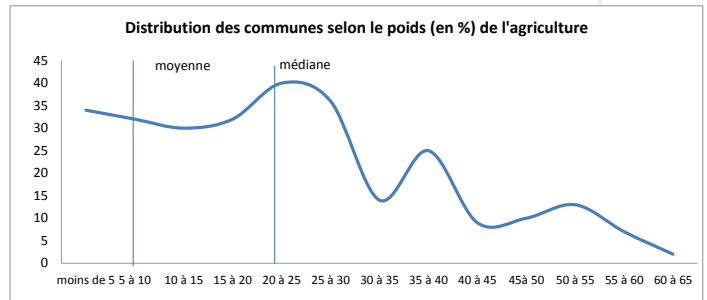
D'autre part, il s'agissait de changer de regard sur des territoires qui se voient très souvent comme industriels (cf ci-dessus) et qui, de ce fait, ignorent ou négligent les autres activités et les dynamiques dont elles sont porteuses. Il semblait donc utile de proposer une approche différente, en complément des études existant sur le territoire de la région mulhousienne axées sur la distribution spatiale des emplois.

Qu'est-ce qu'une activité sur ou sous-représentée ?

L'objectif premier de ce travail était d'étudier les spécialisations territoriales, pour mieux comprendre comment se localisent les activités. Classiquement, pour réaliser ce genre d'analyse, la moyenne de chaque variable constitue la référence. Par exemple, on calcule le nombre moyen d'établissements agricoles dans le Sud Alsace et on mesure ensuite l'écart à la moyenne pour chaque commune. C'est ainsi que procède le logiciel «excel stats», qui propose sur ce mode de dresser des matrices de concomitance dites de Pearson. La condition de validité de cette méthode est réductrice : la distribution des données doit être conforme à la loi normale.

Cette condition n'est pas remplie dans notre cas, comme le montre le graphique ci-contre. Il représente la distribution des établissements agricoles dans les communes. On est loin d'une «courbe en cloche» caractérisant une distribution normale. Il existe de fait plusieurs groupes de communes. Après vérification, pour chacune des activités, les relations entre écart quadratique, écart probable et écart type ne sont pas respectées. Prendre la moyenne comme référence conduirait à des erreurs graves.

Nous avons donc opté pour la médiane comme référence. Une activité est dite sur-représentée (ou une commune spécialisée) lorsque sa part au sein de l'ensemble des activités de la commune est supérieure à la médiane majorée d'un demi écart interquartile. Inversement, une activité est dite sous-représentée dans une commune dès lors que sa part dans le total est inférieure à la médiane diminuée d'un demi écart interquartile.



L'analyse des concomitances d'activités

A l'issue de la première phase de travail, les spécialisations de chaque commune sont connues. A noter que le calcul a été fait pour chaque activité. De ce fait une commune peut aussi bien n'avoir aucune spécialisation qu'être spécialisée dans plusieurs activités. Il est dès lors possible de voir quelles sont les activités sur-représentées qui apparaissent ensemble dans chaque commune. Cela revient à établir une matrice de concomitance deux à deux (pages suivantes). La significativité des relations observées est obtenue par le calcul du khi².

Choix de la maille et regroupement d'activités

Les données concernant les activités sont disponibles au niveau communal. Vu le relativement faible nombre d'établissements en Sud Alsace pour 283 communes, nous avons dû regrouper les activités pour obtenir des résultats significatifs. Un test a été réalisé à partir des données cantonales. On perd alors en précision et les activités doivent tout de même être regroupées.

Une autre difficulté a résidé dans le fait que les nomenclatures d'activités ont changé entre 2004 et 2011. Pour pouvoir comparer la situation des communes en 2004 et 2011, il a fallu recomposer les données 2011 selon la nomenclature de 2004.

Deux types d'activités posent particulièrement problème et ont fait l'objet de choix raisonnés.

Les activités industrielles ont été regroupées en deux catégories. La première nommée «industries de biens d'équipement» dans le document comprend les industries de biens d'équipement ainsi que des industries de biens intermédiaires comme la chimie, la fabrication de produits en plastiques, électriques... Notre connaissance du tissu local permet de dire que ces industries ont pour caractéristique commune d'être plutôt de fait de «grands» établissements.

Les «autres industries» correspondent plus à des produits finaux (agroalimentaire, textile...) et sont le fait d'établissements de taille généralement plus modeste.

L'autre type d'activité posant problème est celui des services aux entreprises. En effet, la nomenclature 2004 était très peu précise à ce sujet. Cela a conduit à regrouper un grand nombre d'activités apparaissant dans la nomenclature 2011.

NOMENCLATURES ET REGROUPEMENTS D'ACTIVITES

2004

Agriculture, chasse, sylviculture
Pêche, aquaculture, services annexes

Extraction de produits non énergétiques
Ind. agricoles et alimentaires
Ind. textile et habillement
Ind. du cuir et de la chaussure
Travail du bois et fab. d'articles en bois
Ind. du papier et du carton ; édition et imprimerie
Prod. Et distrib. D'électricité, de gaz et d'eau

Cokéfaction, raffinage, ind. nucléaires
Ind. chimiques
Ind. du caoutchouc et des plastiques
Fab. D'autres produits minéraux non métalliques
Métallurgie et travail des métaux
Fab. De machines et équipements
Fab. D'équipements électriques et électroniques
Fab. De matériel de transport
Autres ind; manufacturières

Construction

Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques

Hôtels et restaurants
Services collectifs, sociaux et personnels
Activités financières

Transports et télécommunications
Immobilier, location et services aux entreprises

Administration publique
Education
Activités extra territoriales

Santé et action sociale

2011

AGRICULTURE

Agriculture, sylviculture, pêche

AUTRES INDUSTRIES

Ind. extractives
Fab denrées alimentaires, boissons et pdts à base de tabac
Fab de textiles, ind habillement, cuir et chaussure

Travail du bois, Ind papier et imprimerie

Production et distrib électricité, gaz, vapeur et air conditionné
Production et distrib eau ; assainissement, gestion des déchets, dépollution

INDUSTRIES DE BIENS D'EQUIPEMENT

Cokéfaction et raffinage
Ind chimique
Ind pharmaceutique
Fab pdts en caoutchouc et plastiques et autres pdts minéraux non métalliques

Métallurgie et fab pdts métalliques (sauf machines et équipements)
Fab pdts informatiques, électroniques et optiques
Fab machines et équipements nca
Fab équipements électriques
Fab matériels de transport
Autres ind manufacturières ; réparation, installation de machines et équipements

CONSTRUCTION

Construction

COMMERCE

Commerce ; réparation automobiles et motocycles

SERVICES AUX PARTICULIERS

Hébergement et restauration
Arts, spectacles et activités récréatives
Activités financières et d'assurance
Autres activités de services

SERVICES AUX ENTREPRISES

Transports et entreposage
Activités immobilières
Edition, audiovisuel et diffusion
Télécommunications
Activités informatiques et services d'information
Act juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyse technique
Recherche-développement scientifique
Autres act spécialisées, scientifiques et techniques
Activités de services administratifs et de soutien

ADMINISTRATION EN ENSEIGNEMENT

Administration publique
Enseignement
Activités extra territoriales

SANTÉ ET ACTION SOCIALE

Activités pour la santé humaine
Hébergement médico social et social, action sociale sans hébergement

LA MATRICE DE CONCOMITANCE DES ACTIVITES EN 2004

Activités	agri	Ind Equipt	autres ind	commerce	construc	admin	sante	serv part	serv entrep	TOTAL
agri		5 0,5 4,492 39,739	10 3,1 6,852 14,910	3 4,3 -1,266 0,376	7 6,3 0,703 0,079	24 9,4 14,555 22,428	6 14,4 -8,422 4,918	4 13,2 -9,203 6,415	6 13,7 -7,711 4,337	65 93,200
Industries équipement			21 7,4 13,589 24,918	24 10,0 13,959 19,408	20 14,8 5,178 1,809	17 22,2 -5,233 1,232	34 33,9 0,053 0,000	16 31,1 -15,078 7,315	21 32,3 -11,273 3,938	153 58,619
autres industries				15 7,5 7,519 7,556	20 11,0 8,956 7,263	20 16,6 3,434 0,712	27 25,3 1,706 0,115	20 23,2 -3,156 0,430	12 24,0 -12,047 6,035	114 22,112
commerce					15 10,9 4,053 1,501	8 16,4 -8,420 4,318	46 25,1 20,928 17,469	21 23,0 -1,953 0,166	23 23,8 -0,836 0,029	113 23,483
construc						24 11,2 12,811 14,668	19 17,1 1,916 0,215	16 15,6 0,359 0,008	18 16,2 1,758 0,190	77 15,081
admin							10 10,0 0,016 0,000	21 9,1 11,859 15,387	14 9,5 4,508 2,141	45 17,528
sante								32 12,2 19,813 32,208	28 12,7 15,344 18,602	60 50,810
services particuliers									13 2,743 10,257 38,354	13 38,354
services entrep										
Total fréquence		5 0,008	31 0,048	42 0,066	62 0,097	93 0,145	142 0,222	130 0,203	135 0,211	640 1,000

Valeur khi 2

319,188

- 1ère ligne eff observés
 2ème ligne eff théoriques
 3ème ligne $(x-x')$
 4ème ligne $(x-x')^2/x'$

en rouge : les activités qui tendent à coexister sur un territoire
 en bleu : les activités qui tendent à s'exclure sur un territoire
 en gris : liaisons non significatives

LA MATRICE DE CONCOMITANCE DES ACTIVITES EN 2011

Activités	industrie légère	industries équipement	construction	agriculture	serv. entreprises	serv. particuliers	administration	santé social	commerce	Total
autres industries		19 4,202	17 6,536	20 8,637	14 13,306	14 14,707	24 26,146	17 29,180	16 38,285	141
		14,798	10,464	11,363	0,694	-0,707	-2,146	-12,180	-22,285	
		52,114	16,750	14,948	0,036	0,034	0,176	5,084	12,972	
industries équipement			12 5,563	7 7,351	21 11,325	19 12,517	13 22,252	21 24,834	27 32,583	120
			6,437	-0,351	9,675	6,483	-9,252	-3,834	-5,583	
			7,449	0,017	8,267	3,358	3,847	0,592	0,957	23,789
construction				11 5,268	21 8,116	11 8,970	20 15,947	9 17,798	14 23,351	86
				5,732	12,884	2,030	4,053	-8,798	-9,351	
				6,236	20,454	0,459	1,030	4,349	3,745	40,384
agriculture					4 3,114	5 3,442	18 6,119	2 6,829	4 8,960	33
					0,886	1,558	11,881	-4,829	-4,960	
					0,252	0,705	23,067	3,415	2,746	25,171
entreprises						16 7,927	15 14,093	22 15,728	23 20,636	76
						8,073	0,907	6,272	2,364	
						8,221	0,058	2,501	0,271	16,479
particuliers							26 13,351	26 14,901	20 19,550	72
							12,649	11,099	0,450	
							11,984	8,268	0,010	26,870
administration								14 5,795	14 7,603	28
								8,205	6,397	
								11,619	5,383	20,873
santé social									39 10,589	39
									28,411	
									76,224	90,735
commerce										
Total		18	28	37	57	63	112	125	164	604
Fréquence		0,03	0,05	0,06	0,09	0,10	0,19	0,21	0,27	1,00

Valeur du Khi2

376,921

1ère ligne eff observés

2ème ligne eff théoriques

3ème ligne $(x-x')$ 4ème ligne $(x-x')^2/x'$

en rouge : les activités qui tendent à coexister sur un territoire

en bleu : les activités qui tendent à s'exclure sur un territoire

en gris : liaisons non significatives

CONTENU DE CHAQUE TYPE ET NOMBRE DE COMMUNES CONCERNEES EN 2004 ET 2011

Année 2004										
TYPES	Nombre	Agriculture	Industries	Autres industries	Commerce	Services aux entreprises	Construction	Administration	Santé	Services aux particuliers
AGRICOLES	52	52					5	16	5	2
AGRO INDUSTRIELLES	15	15	5	11			3	7	0	1
INDUSTRIELLES	54		31	34			17	18	18	22
TERTIAIRES	41				25	27		7	23	11
MIXTES	54		37	26	36	28	16	6	33	9
SERV AUX PARTICULIERS	28							12	12	22
AUTRES	39	6	0	0	8	16	30	11	8	11
TOTAL	283	73	73	71	69	71	71	77	99	78

Année 2011										
TYPES	Nombre	Agriculture	Industries	Autres industries	Commerce	Services aux entreprises	Construction	Administration	Santé	Services aux particuliers
AGRICOLES	42	42					3	10	1	3
AGRO INDUSTRIELLES	22	22	7	18			4	5	1	2
INDUSTRIELLES	48		22	35			12	17	11	16
TERTIAIRES	48				35	24	1	8	27	17
MIXTES	55		38	24	37	30	10	10	21	11
SERV AUX PARTICULIERS	20							8	8	15
AUTRES	48	9	0	2	10	15	39	17	6	8
TOTAL	283	73	67	79	82	69	69	75	75	72

La méthodologie qui a présidé à la composition des types s'apparente à la construction d'ideals-types.

Par exemple, pour être qualifiée d'agricole, l'économie de la commune doit être spécialisée dans l'agriculture, mais ne doit pas présenter de spécialisation industrielle, commerciale ou de services aux entreprises.

Cela ne signifie pas l'absence de ces activités sur le territoire communal, mais la part de ces activités est soit dans la normale soit inférieure à la normale.

Les communes agro-industrielles présentent à la fois une spécialisation agricole et une spécialisation industrielle, sans spécialisation dans une activité de commerce ou de services aux entreprises.

Les communes qualifiées d'industrielles présentent une spécialisation industrielle, sans spécialisation agricole ou commerciale ou de services aux entreprises.

Le qualification tertiaire renvoie au fait que les communes sont spécialisées dans le commerce et/ou les services aux entreprises, sans spécialisation agricole, industrielle, ou dans les activités du bâtiment.

Le type mixte renvoie à la présence simultanée de spécialisations industrielles, commerciale et de services

aux entreprises.

Les services aux particuliers font référence à des tissus économiques où prévalent des activités destinées principalement aux particuliers ou au public, comme les hôtels-restaurants, les activités récréatives..., en l'absence de toute autre spécialisation.

Enfin, le groupe «autre» renvoie à des communes atypiques qui présentent par exemple une forte spécialisation agricole et une spécialisation commerciale ou dans les services aux entreprises. Ces cas sont toutefois assez rares. L'essentiel des communes de ce groupe présentent une spécialisation dans les activités du bâtiment.

Compte tenu des relations observées entre les spécialisations, nous avons considéré que les spécialisations dans les activités administratives et d'enseignement, les activités sociales et médico-sociales, ainsi que dans les services aux particuliers n'avait pas de rôle structurant. Une commune entrant dans le groupe «agricole» par exemple peut en même temps présenter une spécialisation dans les activités administratives, ce qui est le cas pour 10 communes en 2010.

Analyse des principales tendances constatées

Le nombre de communes où l'agriculture est sur-représentée est stable (73) mais le nombre de commune où l'agriculture est la seule activité sur-représentée, est en baisse (de 52 à 42). Parallèlement, dans ces communes, il y a moins de cas où les activités administratives et médico-sociales sont sur-représentées.

Le nombre de communes agro-industrielles croît avec une forte progression (de 11 à 18) de communes où les industries «légères» sont maintenant sur-représentées.

On trouve moins de communes industrielles (de 54 à 48), ce qui est lié à un reflux des communes spécialisées dans les «industries lourdes». Les autres industries sont plus stables. Dans ces communes industrielles, une perte de diversité est constatée avec notamment une baisse de spécialisation dans les activités sanitaires et sociales.

La tertiarisation de l'économie se confirme. Le nombre de communes où le commerce est sur-représenté progresse fortement. Dans ces communes, les activités sanitaires et sociales tendent à être davantage sur-représentées.

Le nombre de communes «mixtes» est stable mais on y constate une forte chute (de 33 à 21) des cas de sur-représentation des activités sanitaires et sociales.

Enfin, il y a moins de communes où les seules activités de services aux particuliers sont sur-représentées et la catégorie «autre» est en croissance, ce qui est dû à l'augmentation du nombre de communes où le BTP est sur-représenté.

LES SPECIALISATIONS DES COMMUNES DU PAYS DE LA REGION MULHOUSIENNE

Communes	construction	commerce	agriculture	ind equipt	autres industries	admin enseignement	santé social	serv entreprises	serv particuliers	Type
Baldersheim	16,1	21,7	7,69	3,50	5,59	4,90	5,59	16,78	18,182	AUTRE
Bantzenheim	6,3	20,0	11,25	3,75	5,00	10,00	6,25	13,75	23,750	TERTIAIRE
Battenheim	7,0	18,6	24,42	3,49	5,81	8,14	3,49	13,95	15,116	TERTIAIRE
Berrwiller	18,6	9,3	25,77	3,09	4,12	7,22	4,12	15,46	12,371	AUTRE
Bollwiller	13,1	18,325	4,71	2,62	3,14	5,76	10,47	17,80	24,084	TERTIAIRE
Bruebach	12,5	12,5	22,22	1,39	4,17	8,33	2,78	18,06	18,056	AUTRE
Brunstatt	8,3	21,3	3,70	2,55	2,31	6,94	10,88	23,61	20,370	TERTIAIRE
Chalampé	2,2	17,4	4,35	6,52	4,35	10,87	6,52	10,87	36,957	INDUSTRIELLE
Didenheim	14,7	15,3	2,35	2,35	4,12	5,88	5,29	34,12	15,882	AUTRE
Dietwiller	13,6	13,6	19,70	4,55	3,03	12,12	4,55	10,61	18,182	INDUSTRIELLE
Eschentzwiller	11,4	12,500	19,32	0,00	3,41	6,82	3,41	30,68	12,500	TERTIAIRE
Feldkirch	18,4	9,2	6,58	3,95	5,26	9,21	0,00	35,53	11,842	AUTRE
Flaxlanden	6,0	10,4	20,90	1,49	7,46	11,94	1,49	28,36	11,940	MIXTE
Galfingue	23,8	11,9	23,81	2,38	4,76	9,52	2,38	11,90	9,524	AUTRE
Habsheim	9,5	20,8	5,49	4,62	5,20	4,34	7,51	23,99	18,497	MIXTE
Heimsbrunn	5,6	21,5	16,82	3,74	6,54	9,35	4,67	12,15	19,626	TERTIAIRE
Hombourg	10,3	10,3	16,18	2,94	14,71	5,88	4,41	22,06	13,235	MIXTE
Illzach	10,7	29,2	0,69	2,85	5,90	5,70	7,08	21,73	16,126	TERTIAIRE
Kingersheim	13,1	26,1	1,19	4,02	4,02	4,92	7,75	21,91	16,990	TERTIAIRE
Lutterbach	12,6	21,3	0,92	4,81	2,75	5,95	6,18	25,86	19,680	MIXTE
Morschwiller le Bas	13,7	26,0	5,73	1,32	5,29	3,96	5,29	17,18	21,586	TERTIAIRE
Mulhouse	7,1	21,6	0,31	1,48	2,98	6,11	11,35	25,31	23,756	TERTIAIRE
Niffer	18,8	0,0	12,50	0,00	6,25	12,50	6,25	12,50	31,250	AUTRE
Ottmarsheim	7,6	14,6	4,43	6,33	11,39	10,76	7,59	16,46	20,886	INDUSTRIELLE
Petit Landau	17,9	12,8	25,64	2,56	7,69	7,69	2,56	12,82	10,256	INDUSTRIELLE
Pfastatt	12,4	16,5	1,22	2,43	3,16	6,57	9,98	25,79	21,898	TERTIAIRE
Pulversheim	9,1	21,0	3,23	8,60	5,38	5,38	4,30	24,19	18,817	MIXTE
Reiningue	7,8	14,8	20,87	0,87	3,48	8,70	11,30	17,39	14,783	PARTICULIER
Richwiller	17,1	24,9	2,23	5,58	2,97	7,06	5,58	21,19	13,383	MIXTE
Riedisheim	6,8	18,0	1,13	2,25	4,23	5,92	12,82	28,45	20,423	TERTIAIRE
Rixheim	9,4	23,6	2,77	3,50	4,46	5,67	7,72	22,56	20,265	TERTIAIRE
Ruelisheim	13,5	17,1	12,61	1,80	3,60	3,60	6,31	21,62	19,820	TERTIAIRE
Sausheim	9,7	31,1	2,31	4,45	4,28	6,59	3,95	21,09	16,474	MIXTE
Staffelfelden	18,6	20,7	5,00	2,14	4,29	7,86	7,14	11,43	22,857	AUTRE
Ungersheim	10,2	17,2	9,55	7,64	7,01	5,73	5,73	20,38	16,561	MIXTE
Wittenheim	13,4	31,2	1,85	2,84	3,71	5,45	6,54	14,07	20,938	TERTIAIRE
Zillisheim	13,1	20,9	6,54	1,31	6,54	6,54	9,15	18,30	17,647	TERTIAIRE
Zimmersheim	3,0	9,1	12,12	1,52	4,55	9,09	4,55	28,79	27,273	TERTIAIRE

Les données en rouge indiquent que l'activité est sur-représentée dans la commune. Celles en vert indiquent que ces activités sont sous représentées dans la commune. Les autres sont «dans la normale».





DÉVELOPPER
ANIMER
CONTRIBUER
RÉDUIRE
ACCUEILLIR

